

100456/20

DON'T
STAPLE**OS AA01**Statement of details of parent law and other
information for an overseas company

Companies House



A12

AAE1QBAQ

29/09/2021

#303

COMPANIES HOUSE

A04

07/07/2021

#31

COMPANIES HOUSE

✓ **What this form is for**
You may use this form to
accompany your accounts
disclosed under parent law.

✗ **What this form is NOT for**
You cannot use this form to
an alteration of manner of co
with accounting requirement

Part 1 Corporate company name

Corporate name of overseas company ① CHUBB LIFE EUROPE SE

UK establishment number B R 0 2 3 0 9 6

→ **Filling in this form**

Please complete in typescript or in bold black capitals.

All fields are mandatory unless specified or indicated by *

① This is the name of the company in its home state.

Part 2 Statement of details of parent law and other information for an overseas company**A1 Legislation**

Please give the legislation under which the accounts have been prepared and audited.

Legislation ② FRENCH COMMERCIAL CODE

② This means the relevant rules or legislation which regulates the preparation of accounts.

A2 Accounting principles

Accounts Have the accounts been prepared in accordance with a set of generally accepted accounting principles?

Please tick the appropriate box.

☐ **No. Go to Section A3.**☒ **Yes. Please enter the name of the organisation or other body which issued those principles below, and then go to Section A3.**

③ Please insert the name of the appropriate accounting organisation or body.

Name of organisation or body ③ FRENCH GAAP

OS AA01

Statement of details of parent law and other information for an overseas company

A3

Audited accounts

Audited accounts

Have the accounts been audited in accordance with a set of generally accepted auditing standards?

Please tick the appropriate box.

☐ No. Go to Part 3 'Signature'.

☒ Yes. Please enter the name of the organisation or other body which issued those standards below, and then go to Part 3 'Signature'.

❶ Please insert the name of the appropriate accounting organisation or body.

Name of organisation or body ❶

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

Part 3

Signature

I am signing this form on behalf of the overseas company.

Signature

Signature

X



X

This form may be signed by:
Director, Secretary, Permanent representative.

OS AA01

Statement of details of parent law and other information for an overseas company



Presenter information

You do not have to give any contact information, but if you do it will help Companies House if there is a query on the form. The contact information you give will be visible to searchers of the public record.

Contact name	COMPANY SECRETARY
Company name	CHUBB
Address	100 LEADENHALL STREET
Post town	LONDON
County/Region	
Postcode	E C 3 A 3 B P
Country	
DX	
Telephone	



Checklist

We may return forms completed incorrectly or with information missing.

Please make sure you have remembered the following:

- ☐ The company name and, if appropriate, the registered number, match the information held on the public Register.
- ☐ You have completed all sections of the form, if appropriate.
- ☐ You have signed the form.



Important information

Please note that all this information will appear on the public record.



Where to send

You may return this form to any Companies House address:

England and Wales:

The Registrar of Companies, Companies House,
Crown Way, Cardiff, Wales, CF14 3UZ.
DX 33050 Cardiff.

Scotland:

The Registrar of Companies, Companies House,
Fourth floor, Edinburgh Quay 2,
139 Fountainbridge, Edinburgh, Scotland, EH3 9FF.
DX ED235 Edinburgh 1

Northern Ireland:

The Registrar of Companies, Companies House,
Second Floor, The Linenhall, 32-38 Linenhall Street,
Belfast, Northern Ireland, BT2 8BG.
DX 481 N.R. Belfast 1.



Further information

For further information, please see the guidance notes on the website at www.gov.uk/companieshouse or email enquiries@companieshouse.gov.uk

This form is available in an alternative format. Please visit the forms page on the website at www.gov.uk/companieshouse

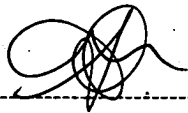
Rapport annuel et Comptes Sociaux

Chubb Life Europe SE

31 December 2020

CHUBB®

Certified as a true copy of the original



Arit Amana
Director, Chubb London Services Limited
Authorised Signatory and Corporate Secretary

La Tour Carpe Diem
31 Place des Corolles, Esplanade Nord
92400 Courbevoie
France

COMPANY REGISTRATION NUMBER 497 825 539 RCS Nanterre

Rapport du Directeur Général
31 Décembre 2020

Changement de nom

Le 5 février 2021, les actionnaires ont approuvé un changement de nom de la société, qui est passée de ACE Europe Life SE à Chubb Life Europe SE, avec effet au 31 mars 2021, afin de l'aligner sur la marque Chubb.

Performance 2020

En 2020, Chubb Life Europe SE ("CLE" ou la "société") a généré des primes brutes de 30,8 millions d'euros et a enregistré une perte sur activités ordinaires avant impôts de 790 milliers d'euros.

Les fonds des actionnaires à la clôture de l'exercice s'élevaient à 53,1 millions d'euros. La société est actuellement suffisamment capitalisée.

CLE a souscrit des affaires nouvelles à la fin de 2020, ce qui a permis de compenser l'attrition des assurés, mais les primes émises globales ont légèrement diminué par rapport à l'année précédente.

Environnement de Marché

Le secteur européen de l'assurance vie reste stable malgré des fondamentaux difficiles, à commencer par des taux d'intérêt bas, la stagnation économique et un paysage réglementaire en constante évolution. CLE a choisi de profiter de cette période pour donner la priorité aux stratégies de gestion des coûts et évaluer les opportunités du marché face à un déplacement prononcé du marché des produits axés sur l'épargne vers les produits de protection au détriment de la croissance à court terme.

Les taux d'intérêt dans les deux principales devises de la société, la livre sterling et l'euro, sont restés bas tout au long de l'année 2020.

Environnement réglementaire

L'environnement réglementaire actuel reste un défi pour les compagnies d'assurance-vie traditionnelles en particulier, avec l'introduction de Solvabilité II qui augmente les capitaux déjà mis à rude épreuve en raison de la faiblesse des taux d'intérêt. Toutefois, CLE continue de faire état d'un bilan solide et stable, en partie grâce à la faiblesse des volumes d'affaires nouvelles, mais surtout grâce à l'application de techniques appropriées d'atténuation des risques.

CLE continue de veiller à ce que le client reste au cœur de son activité, avec l'objectif clair de répondre aux besoins du consommateur et de les dépasser. La déontologie fait partie de la culture de CLE et la mesure des résultats pour le client reste au cœur des activités commerciales quotidiennes.

Perspectives d'avenir

2020 a été une nouvelle période de consolidation pour la compagnie d'assurance-vie, dans la mesure où la compagnie est restée engagée envers les souscripteurs existants et les principaux clients stratégiques de Chubb, et où elle a renforcé son bilan. L'environnement actuel du marché a présenté des opportunités d'investissement stratégique appropriées, ce qui a permis de maintenir les primes brutes émises à un niveau stable.

En conclusion, CLE a connu une période de 12 mois bien remplie pour revoir son choix stratégique et optimiser sa base d'actifs tout en servant ses clients. Pendant cette période, l'accent a été mis sur le maintien de la solvabilité de la société et sur la nécessité d'éviter tout préjudice pour les assurés ou tout impact sur leur service. Je tiens à remercier le personnel de la compagnie ainsi que l'équipe du CEG qui soutient CLE pour avoir fait traverser cette période à la compagnie.

I Moffatt

Managing Director

20 Mars 2021

Rapport de Gestion

31 Décembre 2020

Événements importants

Brexit

Depuis l'annonce du référendum sur l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne en 2016, Chubb s'efforce d'offrir une certitude et une continuité de service à tous ses clients et partenaires commerciaux, quelle que soit leur localisation. Les plans Brexit de Chubb, y compris la décision de déménager du Royaume-Uni vers la France le 1er janvier 2019, permettent à la société de continuer à exercer ses activités d'assurance au Royaume-Uni, en Irlande et en Europe continentale en perturbant le moins possible son modèle d'exploitation et de service.

Après son retrait de l'UE le 31 janvier 2020, le Royaume-Uni est entré dans une "période de transition" au cours de laquelle il est effectivement resté dans l'union douanière et le marché unique de l'UE jusqu'au 31 décembre 2020. En tant que société française, Chubb Life Europe SE (CLE SE) bénéficie du régime britannique d'autorisations temporaires pour les entreprises de l'EEE qui souhaitent obtenir un passeport. Le régime d'autorisations temporaires sera en place pour une durée maximale de trois ans à compter de la fin de la période de transition. Chubb a enregistré la succursale britannique de la société au Royaume-Uni. La succursale britannique sera autorisée par l'Autorité de régulation prudentielle tout en restant une partie de la même entité juridique CLE SE. Chubb continuera à examiner la structure de la société, les exigences réglementaires et fiscales et les dispositions en matière de gouvernance afin de s'assurer que la société applique un modèle de fonctionnement efficace et conforme dans toute la région.

Coronavirus

Au cours du premier trimestre de 2020, l'activité sociale et économique mondiale a été gravement touchée par la propagation et la menace du nouveau coronavirus (Covid-19). L'entreprise a rapidement pris des mesures pour minimiser les risques pour ses employés, notamment en limitant les déplacements et en instaurant des protocoles de travail à domicile conformes au cadre de contrôle de la continuité des activités de Chubb. En même temps, l'entreprise a cherché à minimiser toute perturbation pour ses clients et partenaires commerciaux et a pu continuer à fonctionner efficacement pendant toute la durée de la pandémie et des restrictions de confinement à l'échelle régionale.

Malgré la volatilité des marchés financiers causée par la pandémie et son impact sur l'évaluation des investissements, CLE maintient un bilan solide et continue d'être plus qu'adéquatement capitalisée.

Environnement Business

Conditions du marché de l'assurance

Les marchés d'Europe continentale continuent de commercer dans un contexte de faiblesse persistante des taux d'intérêt, de forte concurrence et de perspectives incertaines.

Les perspectives pour 2020 restent difficiles avec une croissance économique faible, même avant l'impact de Covid-19. La faiblesse des taux d'intérêt continuera à poser des défis importants au secteur en limitant les rendements des investissements et en maintenant un environnement qui ne pardonnera pas les mauvaises décisions d'investissement.

Revue des marchés financiers

L'évolution de la pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement connexes ont considérablement modifié les attentes en matière de croissance et ont entraîné une importante liquidation du marché au cours du premier trimestre 2020. Les craintes liées au virus ont provoqué une forte volatilité sur les marchés mondiaux, ce qui s'est traduit par une forte baisse des marchés boursiers mondiaux et un élargissement important des écarts de crédit. Les rendements souverains ont chuté de manière spectaculaire, comme en témoigne le rendement du Trésor américain à 10 ans, qui est passé sous la barre des 1 % pour la première fois de l'histoire. En réaction, les banques centrales mondiales ont pris des mesures politiques extraordinaires pour améliorer la stabilité des marchés et aider à combattre la détérioration des perspectives économiques. La Réserve fédérale a réduit les taux à zéro, a entrepris des achats illimités de bons du Trésor et de titres adossés à des créances hypothécaires et a annoncé des facilités à grande échelle pour aider à soutenir d'autres actifs. La Banque d'Angleterre a suivi le mouvement en réduisant son taux de prêt bancaire à 0,1 % (son niveau le plus bas de l'histoire) et en lançant un important programme d'assouplissement quantitatif. La BCE et la Banque du Japon

Rapport de Gestion**31 Décembre 2020**

ont également annoncé des programmes supplémentaires d'achat d'actifs, en collaboration avec de nombreuses autres banques centrales.

L'appétit pour le risque s'est considérablement amélioré au deuxième trimestre à la suite de l'assouplissement des mesures de verrouillage, d'une certaine amélioration des données économiques et de la poursuite du soutien des politiques budgétaire et monétaire. Les données économiques ont indiqué qu'une modeste reprise s'était amorcée et que le chômage avait chuté par rapport à des sommets records. Des inquiétudes ont toutefois persisté quant aux vulnérabilités liées à la trajectoire du virus. Les banques centrales et les décideurs politiques mondiaux ont réaffirmé leur engagement en faveur de mesures de soutien et d'assouplissement quantitatif.

Malgré une certaine hausse de la volatilité globale vers la fin du troisième trimestre, les actifs à risque ont globalement augmenté au troisième trimestre, dans un contexte de rebond des données économiques, d'optimisme accru concernant les vaccins potentiels et de soutien politique mondial continu. Les données économiques mondiales ont continué à s'améliorer, bien que certains signes de faiblesse aient souligné la nature fragile de la reprise mondiale. Les développements géopolitiques au cours du trimestre ont été nombreux et ont notamment entraîné une nouvelle escalade des tensions entre les États-Unis et la Chine sur plusieurs fronts. Les titres de Brexit ainsi que les nouvelles des élections en cours aux États-Unis ont également contribué à l'incertitude politique.

Alors même que les cas de coronavirus continuaient à se propager, provoquant des confinements dans le monde entier, les actifs à risque ont continué à se mobiliser au quatrième trimestre alors que les nations commençaient à distribuer et à administrer des vaccins. La reprise des capitaux de novembre s'est poursuivie en décembre, soutenue par l'optimisme concernant le déploiement des vaccins, le soutien fiscal supplémentaire des États-Unis, la finalisation d'un accord sur Brexit et l'annonce d'un accord d'investissement entre la Chine et l'UE. Les actions mondiales ont terminé le trimestre en hausse, les écarts de crédit se sont resserrés et les rendements souverains ont fluctué mais sont restés à des niveaux historiquement bas.

Présentation des états financiers

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux dispositions suivantes:

- Le code des assurances, modifié par le décret n° 2015-513 du 7 mai 2015 portant application de l'ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015 transposant la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil concernant l'accès aux activités d'assurance et de réassurance et leur exercice (solvabilité II).
- Règlement ANC n° 2015-11 du 26 novembre 2015 concernant les comptes annuels des entreprises d'assurance et les opérations de nature spécifique.
- Règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement 2015-06 du 23 novembre 2015 relatif aux actifs et aux notes, en l'absence de dispositions spécifiques prévues par le règlement ANC n° 2015-11 du 26 novembre 2015.

Indicateurs clés de performance

Les indicateurs clés de performance financière ("KPI") suivants ont été jugés pertinents pour l'activité de la société. Ces KPI sont régulièrement examinés par le conseil d'administration de CLE.

Nombre de Polices actives	163 303	172 798
Résultats et performance		C'ooo
Primes brutes	30 840	32 816
Primes nettes de réassurance	2 275	2 529
Charges Sinistres	-909	-552
Charges des provisions d'assurance vie et techniques	-2 131	-1 453
Frais d'acquisition et d'administration	-2 702	93
Produits des placements	1 317	1 263
Autres produit ou (charges)	5	319
Impôts	-293	-1 282
Résultat de l'exercice	-497	918

Rapport de Gestion**31 Décembre 2020**

En 2019, 5,4 millions d'euros de gain de change ont été comptabilisés directement dans les "Autres réserves". Il a été décidé en 2020 que cela était incorrect et que ces gains auraient dû être inclus dans le compte de résultat. Par conséquent, une correction de 5,4 millions d'euros a été incluse dans le compte de résultat de 2020, représentant la reconnaissance après impôt de ces gains. Comme les gains de change ont été inclus dans le bilan de l'année précédente, une perte compensatoire de 5,2 millions d'euros a été comptabilisé dans les autres réserves de 2020.

I - Situation financière fin d'exercice	2020	2019
Capital Social (en euros)	6 127 501	6 127 501
Nombre d'actions ordinaires existantes	6 127 501	6 127 501
II - Résultat opérations effectives (en milliers d'euro)		
Chiffre d'affaires hors taxes (net de réassurance)	2 275	2 529
Résultat Technique avant Impôts	-3 078	968
Résultat avant impôts	-790	2 200
Impôts sur les bénéfices	-293	1 282
Résultat après impôt	-497	918
Résultat distribué	0	0
III - Résultat par action (en euros)		
Résultat après impôt	-497	918
Dividende attribué à chaque action	0	0

Situation financière et capitaux

Les réserves de fin d'année ont été calculées sur la base d'hypothèses actualisées, notamment en ce qui concerne la mortalité et la validation des tables de mortalité par un actuaire agréé français.

CLE SE maintient une structure de capital conforme au profil de risque de la société et aux exigences réglementaires. La capitalisation est évaluée régulièrement à la lumière des changements prévus dans l'activité. La société prend en compte non seulement les sources traditionnelles de financement du capital, mais aussi les sources alternatives de capital, y compris la réassurance, lorsqu'elle évalue son déploiement et son utilisation du capital.

CLE SE a géré ses niveaux de capital en 2020 dans le contexte de la formule standard de Solvabilité II et du Minimum de Capital Requis de Solvabilité II, qui calcule les niveaux de capital sur la base des facteurs de risque du secteur européen liés aux primes, aux réserves et aux actifs. CLE SE a maintenu tout au long de l'année 2020 un capital supérieur au Capital de Solvabilité Requis de la Formule Standard de Solvabilité II avec une marge supplémentaire. La société dispose de 64,8 millions d'euros de ressources en capital disponibles au 31 décembre 2020 et d'un Capital de Solvabilité Requis de 27,5 millions d'euros. La société a donc un ratio de solvabilité sain de 235%.

Stratégie d'investissement

En 2020, CLE SE détenait un portefeuille d'obligations en livres sterling de première qualité. CLE SE a maintenu une stratégie cohérente tout au long de l'année. La société a continué à viser un équilibre entre la réalisation de rendements d'investissement adéquats et une adéquation raisonnable avec les passifs et réserves techniques de la société.

Conformité

Le respect de la réglementation et des normes juridiques et éthiques est une grande priorité pour Chubb et CLE SE, et la fonction de conformité a un rôle de surveillance important à cet égard. L'affirmation annuelle du code de conduite du groupe est exigée de tous les employés et directeurs.

La société s'engage à remplir ses obligations en matière de conformité, notamment à respecter les politiques axées sur la clientèle, conformément aux principes réglementaires, et utilise divers paramètres pour évaluer ses performances.

En tant que membre de Chubb, CLE SE a accès à une main-d'œuvre qualifiée et spécialisée pour gérer ses responsabilités en matière de réglementation et de conformité et vise à fonctionner selon des normes élevées. CLE SE reconnaît et apprécie ses relations avec les régulateurs dans chacune de ses juridictions et s'engage dans un dialogue et une communication ouverte pour aborder et résoudre tout problème.

Evénements Postérieurs à la Clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à constater.

Rapport de Gestion

31 Décembre 2020

Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

(Tableau prévu au I de l'article D. 441-4)

Conformément à la circulaire de la FFA du 22 Mai 2017, les délais de fournisseurs présentés ci-dessous n'intègrent pas les opérations liées aux contrats d'assurance et de réassurance.

	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
(A) Tranches de retard de paiement						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
Nombre de factures concernées	Néant					Néant
Montant total des factures concernées TTC						
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice						
(B) Factures exclues du(A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues	0					
Montant total des factures exclues TTC	0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délais légal)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Pas de calcul de retard, Factures réglées au comptant					

	Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
(A) Tranches de retard de paiement						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
Nombre de factures concernées	Néant					Néant
Montant total des factures concernées TTC						
Pourcentage du chiffre d'affaire de l'exercice TTC						
(B) Factures exclues du(A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues	0					
Montant total des factures exclues TTC	0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délais légal)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais légaux dans les conditions de l'article L 441-6					

Conformément aux dispositions de l'article L 225-37 du Code de commerce, le conseil d'administration présente son rapport sur le gouvernement d'entreprise dans cette section.

Gouvernance

Chubb Life Europe SE (CLE) dispose d'un cadre de gouvernance d'entreprise documenté, dont l'objectif est d'exercer une surveillance et un contrôle sur la gestion de l'entreprise.

CLE a été redomiciliée du Royaume-Uni à la France le 1er janvier 2019 et opère désormais sous la supervision de l'ACPR et conformément à la loi française.

Le conseil d'administration se réunit tous les trimestres au minimum et plus à des fins spécifiques pour s'acquitter de ses responsabilités. En 2020, le Conseil s'est réuni neuf fois. Les questions réservées au Conseil d'administration sont de déterminer la stratégie de l'entreprise et de superviser sa mise en œuvre, de garder les intérêts des principales parties prenantes à l'étude et de maintenir une gouvernance saine par la surveillance de structures de gestion solides, y compris la surveillance stratégique, des risques et des contrôles.

La composition du conseil d'administration est revue régulièrement afin de s'assurer que la composition et l'expertise disponible restent adaptées aux besoins actuels de la société. Au 31 décembre 2020, le conseil d'administration se composait de six administrateurs non exécutifs et de deux administrateurs exécutifs, dont Lord Turner en tant que président indépendant. CLE apprécie grandement la contribution de ses administrateurs non exécutifs qui apportent des points de vue, des expériences et des défis contrastés dans les discussions du Conseil.

En mai 2020, Mark Hammond, directeur non exécutif et président du comité d'audit et de risque, a quitté le conseil d'administration et a été remplacé par Kenneth Koreyva. Les opérations quotidiennes de la société sont sous la direction du directeur général et des directeurs généraux adjoints qui peuvent être nommés ; ceux-ci sont autorisés par le conseil, conformément au code de commerce français, à représenter la société dans toutes ses relations avec les tiers. Selon les dispositions françaises, il doit y avoir au moins un directeur général adjoint, mais il n'est pas nécessaire qu'il soit également membre du conseil d'administration. Ian Moffatt est le directeur général et il y a actuellement un directeur général adjoint, Véronique Brionne, qui est membre du conseil d'administration.

Parmi les principales activités non courantes du conseil d'administration au cours de l'année, citons : i) la proposition de changement de nom de la société, ii) le rétablissement de son accord de distribution avec TAF aux Pays-Bas pour la souscription de nouvelles affaires, iii) le litige fiscal en cours avec HM Revenue & Customs concernant les calculs fiscaux historiques, iii) un examen de l'accord de dépenses de la société avec Chubb European Group SE, iv) les pratiques de tarification pour la protection des intérêts des clients, et v) l'approbation du changement de fournisseur d'externalisation des processus commerciaux de EXL à Genpact. Il a également validé la modification de la lettre de crédit de l'entreprise avec Chubb Tempest Reinsurance en respectant les règles internes relatives au fonds fiduciaire, ainsi que l'alignement des devises et l'affectation des investissements.

Le Conseil a reçu des rapports réguliers sur l'état des résultats commerciaux, les budgets, les ressources, l'évolution des risques et de l'environnement réglementaire, le comportement des consommateurs, le respect de la réglementation, les contrôles de souscription, les questions actuarielles et de solvabilité. Une réunion par an est consacrée à la stratégie commerciale de l'entreprise. En outre, le conseil d'administration a effectué des études et contrôles approfondies concernant les impacts de la crise Covid-19 sur l'entreprise, la méthodologie de tarification de l'assurance-vie et le programme visant à identifier les gains d'efficacité et à automatiser les processus.

En tant que SE, la société est tenue de tenir des assemblées générales pour ses actionnaires. En 2020, une assemblée générale ordinaire et une assemblée générale extraordinaire ont eu lieu le 16 juin 2020. Les actionnaires ont décidé d'approuver les comptes annuels et le rapport sur les conventions réglementées de 2019, l'affectation des bénéfices et ont ratifié la cooptation de Kenneth Koreyva en tant qu'administrateur.

Le Conseil a délégué un certain nombre de questions à des comités.

Le **Comité d'audit et des risques** (le "comité") est composé de directeurs non exécutifs et ses responsabilités sont incluses dans le règlement intérieur de la société.

Le comité a examiné et fait des recommandations au conseil d'administration dans des domaines tels que la validation des calculs de solvabilité, les contrôles internes, l'information financière, la dénonciation, les questions actuarielles et l'audit externe. En outre, il a supervisé et conseillé le conseil d'administration sur l'exposition aux risques, la stratégie future en matière de risques, la conception et la mise en œuvre du cadre de gestion des risques dans l'entreprise et sur les questions de solvabilité et de capital. Il a également veillé à ce que les risques et les contrôles de l'entreprise soient enregistrés et surveillés.

Le comité a reçu des rapports trimestriels des fonctions de conformité, de gestion des risques, d'actuariat, des finances et de l'audit interne. Parmi les autres rapports réguliers figuraient des mises à jour des mesures de l'évaluation des risques et de la solvabilité de la société, ce qui permet de fournir un aperçu indépendant de l'évaluation des risques par la direction.

En ce qui concerne le processus d'audit externe, le comité a contrôlé la nature et l'étendue des travaux d'audit des états financiers statutaires et des autres exigences en matière de rapports externes. Le comité a reçu des rapports réguliers de l'auditeur externe et le président du comité et le président du conseil d'administration ont rencontré régulièrement l'auditeur externe sans que la direction soit présente.

Dans le cas de la fonction d'audit interne, le rôle du comité consiste à convenir et à contrôler, en liaison avec la fonction d'audit du groupe, la nature et l'étendue des travaux à effectuer par l'équipe d'audit interne et la disponibilité de ressources suffisantes. Le comité a reçu des rapports réguliers de l'audit interne et le président du comité et le président du conseil d'administration ont rencontré régulièrement le chef de l'audit interne sans que la direction soit présente.

Le rôle du comité vise à fournir au conseil d'administration et à la direction du groupe Chubb l'assurance que les systèmes de contrôle interne, jugés par la direction comme étant appropriés pour une gestion prudente de l'entreprise, fonctionnent comme prévu. Le comité doit à tout moment contester tout aspect de ces processus qu'il considère comme une pratique faible ou médiocre.

En 2020, le Comité a notamment examiné i) l'impact des principales différences et des ajustements entre les GAAP britanniques et les GAAP français et en particulier sur la position de solvabilité de la société ; ii) les impacts de la crise liée au Covid-19 sur les risques, les pertes et les niveaux de réserves de la société; iii) les questions relatives au litige fiscal et à la répartition des charges ; iv) les exigences de plus en plus complexes en matière de sanctions ; et v) l'impact du plan de gestion des risques de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni concernant les pratiques de tarification et l'évaluation de la valeur des produits. Il a également examiné des questions relatives aux succursales, y compris les exigences de la succursale britannique après Brexit.

Le **Comité de direction** de la société supervise la gestion quotidienne des opérations et des performances de l'entreprise et aide le directeur général et le directeur général adjoint à superviser les stratégies et les décisions opérationnelles déterminées par le conseil d'administration. Il est également responsable de la supervision des activités des fonctions support, du réseau de succursales, des principaux groupes de pilotage et des sous-comités, ainsi que le pilotage informatique. En 2020, il s'est réuni tous les trimestres sur une base formelle, en plus des réunions informelles régulières. Il a reçu des rapports sur les activités du comité exécutif régional de Chubb Europe et du sous-comité. Fin 2019, le statut du groupe de travail sur les technologies de l'information a été modifié pour en faire le comité directeur des technologies de l'information, afin de garantir que le Comité de Direction ait une vision claire des questions liées aux technologies de l'information et que celles-ci puissent être transmises au comité d'audit et de risque et au conseil d'administration, le cas échéant.

CLE dispose d'un **Comité de Routine** qui se réunit de manière ad hoc entre les réunions formelles du Conseil d'Administration pour examiner l'autorisation des questions de nature administrative ou de routine pour lesquelles des documents d'approbation sont requis entre les réunions trimestrielles du Conseil d'administration et du comité. Ses activités font l'objet d'un rapport lors de la réunion trimestrielle suivante du conseil d'administration.

Le **Comité Italien de Gestion** supervise les risques spécifiques de criminalité financière en Italie, la composition et les responsabilités du comité sont détaillés dans son mandat.

Liste des fonctions de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance exercées par les mandataires sociaux au cours de l'exercice 2020

Name of Director	Name of other Organisation	Role	Country of Incorporation
Jonathan Adair Turner	Chubb European Group SE	Chairman & Director	France
	Chubb Underwriting Agencies Limited	Chairman & Director	United Kingdom
	British Museum (until 11 June 2020)	Member of the Board of Trustees & Audit Committee Chair	United Kingdom
	Energy Transition Commission	Chair of Energy Transitions Commission	United Kingdom
	House of Lords	Crossbench Member	United Kingdom
	Institute for New Economic Thinking	Senior Fellow	USA
	OakNorth Bank Limited	Adviser to the CEO	United Kingdom
	Envision	Board Advisor	United Kingdom
	Envision AESC	Board Member for Japan subsidiary	United Kingdom
Veronique Brionne	Chubb European Group SE	Director	France
	AGIPI	Board Member	France
Adam Clifford	Chubb European Group SE	Director	France
Miriam Connole	Chubb European Group SE	Director	France
	Chubb (CR) Holdings	Director	United Kingdom
	Chubb Capital I Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Capital IV Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Capital Ltd	Director	United Kingdom
	Chubb Capital V Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Capital VII Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Europe Services Ltd	Director	United Kingdom
	Chubb European Holdings Limited	Director	United Kingdom
	Chubb INA G.B. Holdings Ltd	Director	United Kingdom
	Chubb Insurance Service Company Ltd	Director	United Kingdom
	Chubb Market Company Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Services UK Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Underwriting Agencies Limited	Director	United Kingdom
David Furby	Chubb European Group SE	Director	France
	Chubb European Holdings Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Services UK Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Underwriting Agencies Limited	Director	United Kingdom
	London Market Group	Director	United Kingdom
Annette Donselaar	ACE Life Insurance Company	Director	USA – Connecticut
	Chubb Life Insurance Vietnam Company Limited	Director	Vietnam
	LLC "Chubb Life Insurance Company"	Chairman & Director	Russian Federation
Ian Moffatt	M4 Capital Ltd	Director	United Kingdom
	Chubb Life – Egypt	Chairman & Director	Egypt
Ken Koreyva	Chubb European Group SE	Director	France
	Chubb Insurance (Switzerland) Limited	Director	Switzerland
	Chubb Reinsurance (Switzerland) Limited	Director	Switzerland
	Shore Memorial medical center, Somers Point, NJ	Director	USA – New Jersey

Le conseil d'administration a approuvé la nomination de Kenneth Koreyva en tant que directeur de la société et président du comité d'audit et de risque, en remplacement de Mark Hammond. Cette nomination est entrée en vigueur le 14 mai 2020 pour la durée restante du mandat, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes annuels pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2023. Il ne serait pas rémunéré pour ces fonctions, mais aurait droit à un remboursement raisonnable de ses frais professionnels.

Conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du code de commerce et R.322-7 du code des assurances

Conformément aux dispositions de l'article L225-37-4 - 2e, du code de commerce, nous vous précisons qu'au cours de l'exercice écoulé, il n'a été conclu aucune convention, directement ou par personnes interposée entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% de la société CEG SE, et d'autre part, une autre société dont la société CEG SE possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale au conseil d'administration (article L.225-129-1 et L.225-129-2 du code de commerce)

Néant

Modalité d'exercice de la direction générale

Le conseil d'administration de CEG SE a décidé que les fonctions de directeur général seraient dissociées de celle de président du conseil d'administration.

Ce choix de mode de gouvernance a été appliqué tout au long de l'exercice 2020.

CHUBB LIFE EUROPE SE (EX- ACE EUROPE LIFE SE)

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale

CHUBB LIFE EUROPE SE (EX- ACE EUROPE LIFE SE)

Tour Carpe Diem Esplanade Nord

31 Place Des Corolles

92400 COURBEVOIE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CHUBB LIFE EUROPE SE (EX- ACE EUROPE LIFE SE) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine, RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note "B8 - Capitaux propres" relative aux corrections d'erreurs ayant une incidence sur la situation nette et le résultat de votre société.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des provisions techniques vie



Risque identifié



Notre réponse

Comme indiqué en note B13 de l'annexe, les provisions mathématiques constituées par CHUBB LIFE EUROPE SE (ex- ACE EUROPE LIFE SE) pour la couverture des engagements liés aux contrats d'assurance vie, prévoyance et de maladie critique représentent 140,1 M€ au 31 décembre 2020, soit 93 % des provisions techniques comptabilisées brutes de réassurance.

Ces provisions résultent d'un calcul prospectif tête par tête sur la durée de vie des contrats, qui repose sur des hypothèses sensibles et notamment :

- La probabilité de survenance d'un sinistre couvert (décès, incapacité, maladie grave)
- Les tables de mortalité
- Les tables de maintien en incapacité
- Le frais de gestion unitaires et le taux d'inflation appliqué sur ces frais
- Le taux d'actualisation

La part importante de jugement entrant dans la détermination des hypothèses utilisées par la direction pour estimer cette provision nous a conduits à en considérer l'évaluation comme un point clé de l'audit.

Nous avons mis en œuvre, avec l'aide de nos actuaires, les procédures suivantes :

- Appréciation de la pertinence de la méthodologie utilisée et de sa conformité avec les conditions générales des contrats souscrits, la réglementation et les pratiques de marché ;
- Prise de connaissance des résultats des contrôles mis en œuvre par la direction pour vérifier l'exactitude des données de gestion utilisées pour calculer le montant de la provision ;
- Appréciation des hypothèses de mortalité, de probabilité d'entrée et de maintien en incapacité / maladie critique, du taux d'actualisation retenu et sa conformité avec la réglementation ;
- Appréciation du caractère approprié des niveaux des frais de gestion de sinistres retenus par type de contrat et de l'hypothèse d'inflation des coûts au regard des frais généraux et des informations de marché ;
- Vérification de la correcte prise en compte de ces hypothèses dans le calcul de la provision, et appréciation de la cohérence des résultats ;
- Revue du caractère approprié des informations données en annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations d'assurance et de réassurance, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire, conformément à la circulaire de la Fédération Française de l'Assurance du 29 mai 2017.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 » du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CHUBB LIFE EUROPE SE (EX- ACE EUROPE LIFE SE) par votre assemblée générale du 27 novembre 2018.

Au 31 décembre 2020, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la deuxième année de sa mission sans interruption

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

En application de la loi, nous vous signalons que nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais légaux compte tenu de la réception tardive de certains documents.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 25 juin 2021

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Bénédicte Vignon

BILAN

31 Décembre 2020

ACTIF (KC)	2020	2019
1. Capital souscrit non appelé ou compte de liaison avec le siège	0	0
2. Actifs incorporels	0	0
3. Placements :	67 272	64 948
3a. Terrains et constructions	0	0
3b. Placements dans des entreprises liées et dans les entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	0	0
3c. Autres placements	67 272	64 948
3d. Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes	0	0
	0	
4. Placements représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte	0	0
5. Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques :	135 209	134 046
5a. Provisions pour primes non acquises (non vie)	0	0
5b. Provisions d'assurance vie	127 575	127 723
5c. Provisions pour sinistres à payer (vie)	7 606	6 286
5d. Provisions pour sinistres à payer (non vie)	0	0
5e. Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes (vie)	0	0
5f. Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes (non-vie)	0	0
5g. Provisions pour égalisation	0	0
5h. Autres provisions techniques (vie)	28	37
5i. Autres provisions techniques (non-vie)	0	0
5j. Provisions techniques des contrats en unités de compte	0	0
6. Créances	9 304	9 981
6a. Créances nées d'opérations d'assurance directe et de prises en substitution	2 552	2 201
6aa. Primes restant à émettre	-2 478	1 525
6ab. Autres créances nées d'opérations directes d'assurance directe et de prises en substitution	5 030	676
6b. Créances nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	6 197	6 606
6c. Autres créances	555	1 174
6ca. Personnel	0	0
6cb. Etat, organismes sociaux, collectivités publiques	555	483
6cc. Débiteurs divers	0	691
6d. Capital appelé non versé	0	0
7. Autres actifs	6 497	10 149
7a. Actifs corporels d'exploitation	0	0
7b. Comptes courants et caisse	6 497	10 149
7c. Actions ou certificats propres	0	0
8. Comptes de régularisation Actif	933	891
8a. Intérêts et loyers acquis non échus	882	870
8b. Frais d'acquisition reportés (Vie et non-vie)	0	0
8c. Autres comptes de régularisation	51	22
TOTAL DE L'ACTIF	219 215	220 015

BILAN

31 Décembre 2020

PASSIF (K€)	2020	2019
1. Capitaux propres	52 951	58 855
1a. Capital social ou fonds d'établissement et fonds social complémentaire ou compte de liaison avec le siège	6 128	6 128
1b. Primes liées au capital social	0	0
1c. Réserves de réévaluation	0	0
1e. Autres réserves	47 320	51 809
1f. Report à nouveau	0	0
1g. Résultat de l'exercice	-497	918
2. Passifs surbordonnés	0	0
3. Provisions techniques brutes	150 003	148 733
3a. Provisions pour primes non acquises (non vie)	0	0
3b. Provisions d'assurance vie	140 139	139 492
3c. Provisions pour sinistres à payer (vie)	9 815	9 199
3d. Provisions pour sinistres à payer (non-vie)	0	0
3e. Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes (vie)	0	0
3f. Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes (non-vie)	0	0
3g. Provision pour égalisation	0	0
3h. Autres provisions techniques (vie)	49	42
3i. Autres provisions techniques (non-vie)	0	0
4. Provisions techniques des contrats en unités de compte	0	0
5. Provisions (autres que techniques)	2 484	2 931
6. Dettes pour dépôts en espèces reçus des cessionnaires	132	89
7. Autres dettes :	13 024	8 820
7a. Dettes nées d'opérations d'assurance directe et de prises en substitution	1 011	967
7b. Dettes nées d'opérations de réassurance et de cessions en substitution	8 258	7 375
7c. Emprunts obligataires (dont obligations convertibles)	0	0
7d. Dettes envers des établissements de crédit	0	478
7e. Autres dettes :	3 756	0
7ea. Titres de créances	0	0
7eb. Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus	0	0
7ec. Personnel	0	0
7ed. Etat, organismes sociaux et collectivités publique	0	0
7ee. Créanciers ou créditeurs divers	3 756	0
8. Comptes de régularisation Passif	620	587
TOTAL DU PASSIF	219 215	220 015

Compte de Résultat

31 Décembre 2020

Compte technique de l'assurance Vie (K€)	2020			2019
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes	Opérations nettes
1. Primes	30 840	28 565	2 275	2 529
2. Produits des placements	2 036	0	2 036	8 469
2a. Revenus des placements	2 028	0	2 028	2 028
2b. Autres produits des placements	9	0	9	4
2c. Profits provenant de la réalisation des placements	0	0	0	6 437
3. Ajustement ACAV (plus-values)	0	0	0	0
4. Autres produits techniques	0	0	0	0
5. Charges des sinistres :	-18 448	-17 540	-909	-552
5a. Prestations et frais payés	-16 570	-15 461	-1 108	-953
5b. Charges des provisions pour sinistres à payer	-1 879	-2 078	200	401
6. Charges des provisions d'assurance vie et autres provisions techniques	-5 687	-3 557	-2 131	-1 453
6a. Provisions d'assurance vie	-5 681	-3 566	-2 115	-1 451
6b. Provisions sur contrats en unités de compte	0	0	0	0
6c. Autres provisions techniques	-6	10	-16	-2
7. Participations aux résultats	0	0	0	0
8. Frais d'acquisition et d'administration	-9 504	-6 802	-2 702	93
8a. Frais d'acquisition	-6 048	0	-6 048	-6 364
8b. Frais d'administration	-3 455	0	-3 455	-753
8c. Commissions reçues des réassureurs et des garants en substitution	0	-6 802	6 802	7 210
9. Charges des placements	-719	0	-719	-7 206
9a. Frais internes et externes de gestion des placements et intérêts	-719	0	-719	-665
9b. Autres charges des placements	0	0	0	-3
9c. Pertes provenant de la réalisation des placements	0	0	0	-6 537
10. Ajustement ACAV (moins-values)	0	0	0	0
11. Autres charges techniques	0	0	0	0
12. Produits des placements transférés au compte non-technique	-929	0	-929	-938
RESULTAT TECHNIQUE DE L'ASSURANCE VIE	-2 411	667	-3 078	942

Compte de Résultat

31 Décembre 2020

Compte non technique (K€)	2020	2019
1. Résultat technique de l'assurance non-vie	0	0
2. Résultat technique de l'assurance vie	-3 078	942
3. Produit des placements :	0	0
3a. Revenus des placements	0	0
3b. Autres produits des placements	0	0
3c. Profits provenant de la réalisation des placements	0	0
4. Produits des placements alloués du compte technique vie	929	938
5. Charges des placements :	0	0
5a. Frais internes et externes de gestion des placements et frais financiers	0	0
5b. Autres charges des placements	0	0
5c. Pertes provenant de la réalisation des placements	0	0
6. Produits des placements transférés au compte technique non-vie	0	0
7. Autres produits non techniques	0	1 718
8. Autres charges non techniques	-4 088	-1 399
8a. Charges à caractère social	0	0
8b. Autres charges non techniques	-4 088	-1 399
9. Résultat exceptionnel	5 446	0
9a. Produits exceptionnels	0	0
9b. Charges exceptionnelles	0	0
9c. Correction d'erreur	5 446	0
10. Participation des salariés	0	0
11. Impôts sur les bénéfices	293	-1 282
RESULTAT DE L'EXERCICE	-497	918

1 - Principes et méthodes comptables

1.1 - Principes comptables

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux dispositions suivantes :

- Des articles L.123-12 à L.123-22 du code de commerce, applicable aux entreprises d'assurance en application de l'article L.341.2 du code des assurances, aux dispositions du code des assurances.
- Le Code des assurances, modifié par le décret n° 2015-513 du 7 mai 2015 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2015-378 du 2 avril 2015 transposant la directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II).
- Règlement ANC n° 2015-11 du 26 novembre 2015 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance et opérations de nature spécifique.
- Règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement 2015-06 du 23 novembre 2015 concernant les actifs et les annexes, à défaut de dispositions spécifiques prévues au règlement ANC n° 2015-11 du 26 novembre 2015.

1.2 – Dérogation aux principes comptables et changement de présentation du bilan

Néant.

1.3 - Description des méthodes comptables

1.3.1 Opérations d'assurance vie

1.3.1.1 Primes

Les primes correspondent aux primes émises, nettes d'annulations et de ristournes, et aux primes à émettre pour la part acquise à l'exercice.

1.3.1.2 Provisions pour primes non acquises et Provision pour risques en cours (Articles 143-4, 143-5, 143-6 et 143-7 du règlement 2015-11 ANC, R 343-7 2° et R 343-7 3° du Code des assurances)

La provision pour primes non acquises correspond à la fraction des primes relative à la couverture de risques du ou des exercices suivants. Une provision pour risques en cours est constituée lorsque le montant estimé des sinistres (y compris les frais d'administration et les frais d'acquisition imputables à l'exercice), susceptibles de se produire après la fin de l'exercice et relatifs aux contrats conclus avant cette date, excède la provision pour primes non acquises.

1.3.1.3 Provisions mathématiques d'assurance sur la vie (Articles 142-2, 142-3 et 143-4 du règlement 2015-11 ANC, A 343-1 1° et R 343-3 du Code des assurances)

Les provisions mathématiques représentent la différence entre les valeurs actuelles des engagements pris par l'assureur et ceux pris par l'assuré. Du côté de l'assureur, il s'agit de la valeur actuelle du capital garanti compte tenu de la probabilité de versement de ce capital augmenté de la valeur actuelle des frais de gestion. Du côté de l'assuré, il s'agit de l'engagement à la valeur actuelle des primes restant à payer.

Le calcul des provisions mathématiques est effectué sur la base des contrats en cours à la date de clôture de l'exercice.

Les tables de mortalité sont celles prévues dans l'annexe de l'article A132-18 du Code des assurances, soit les tables TF 00-02 et TH 00-02 ou en utilisant les tables considérées comme adéquates localement certifiées par un actuair expert externe.

Les taux techniques utilisés pour l'actualisation des engagements sont conformes aux taux préconisés par l'ANC.

1.3.1.4 Provisions pour sinistres à payer (Articles 143-9, 143-10, 143-11 et 143-16 du règlement 2015-11 ANC et R 343-7 4° du Code des assurances)

Les sinistres sont comptabilisés dans l'exercice de leur survenance et sur la base d'une estimation des sinistres survenus mais non-encore déclarés.

• **Provisions pour sinistres :**

Ce sont des provisions correspondant à la valeur estimative des dépenses en principal et en frais tant internes qu'externes, nécessaires au règlement de tous les sinistres survenus et non-encore payés, y compris les capitaux constitutifs de rentes. Elles sont estimées de façon

Principes et Méthodes Comptables

31 Décembre 2020

suffisamment prudente pour faire face aux évolutions défavorables.

Elles intègrent les provisions dossier par dossier, les provisions pour sinistres non connus, les provisions pour recours à encaisser et les provisions pour frais de gestion.

Les provisions pour sinistres comprennent :

- **des provisions pour sinistres connus**

Les dossiers sinistres connus sont évalués dossier par dossier au coût réel estimé intégrant à la fois le montant en principal et en accessoires. Les évaluations sont révisées périodiquement, en fonction des informations nouvelles présentes au dossier.

- **des provisions pour sinistres non connus**

Elles sont estimées à l'ultime à partir de méthodes statistiques de type triangles de développement.

- **une provision pour frais de gestion des sinistres**

Elle est destinée à couvrir les frais qui seront engagés lors des exercices futurs pour la gestion des sinistres survenus et non-clos à l'inventaire considéré. Les frais de gestion des sinistres de chaque segment de marché sont rapportés à la charge « sinistres » de l'exercice considéré, ce ratio déterminant le taux de frais de gestion à appliquer aux provisions pour sinistres à payer.

1.3.1.5 Frais d'acquisition (Article 151-1 du règlement 2015-11 ANC et L 113-15-2 du Code des assurances)

Les frais d'acquisition reportés inscrits à l'actif du bilan correspondent à la fraction non-imputable à l'exercice des frais d'acquisition constatés en charge dans l'exercice compte tenu de la durée restant à courir des contrats et au maximum sur 5 exercices. Ils sont déterminés par application, sur le montant des primes non acquises, du rapport entre les frais d'acquisition, constatés en charges et les primes émises nettes d'annulations et de provision pour annulations.

L'assiette de primes non acquises tient compte des probabilités de résiliation visées à l'article L 113-15-2 du Code des assurances.

1.3.2 Opérations de réassurance

1.3.2.1 Acceptations (Article R 343-8 du Code des assurances)

La réassurance acceptée est comptabilisée traité par traité sur la base des informations transmises par les cédantes ou estimées. Les provisions techniques correspondent aux montants communiqués par les cédantes majorées le cas échéant de compléments sur la base des tendances des marchés ou de l'expérience.

1.3.2.2 Cessions (Articles 145-1 et 2 du règlement ANC 2015-11)

Les cessions en réassurance sont comptabilisées en conformité avec les termes des différents traités.

1.3.2.3 Titres remis en nantissement des réassureurs

Les titres remis en nantissement des réassureurs sont inscrits hors bilan et évalués au cours de bourse à la date de clôture.

1.3.3 Placements

1.3.3.1 Coûts d'entrée et règles d'évaluation des valeurs de réalisation en fin d'exercice

1.3.3.1.1 Valeurs mobilières à revenu fixe

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe sont enregistrées à leur prix d'acquisition, net des revenus courus lors de l'achat. La différence entre celui-ci et la valeur de remboursement est rapportée au résultat sur la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement, conformément aux articles 121-1 et 121-2 du règlement ANC n° 2015-11.

En fin d'exercice, la valeur estimée de réalisation des valeurs mobilières à revenu fixe correspond à leur valeur cotée du dernier jour de cotation de l'exercice ou à leur valeur vénale.

1.3.3.1.2 Actions et autres titres à revenu variable

Les titres non cotés comprennent des actions d'entreprise liées ou d'entreprises avec lesquelles existe un lien de participation conformément aux articles 330-1 et 330-2 du règlement 2015-11 qui définissent les entreprises liées et les liens de participations. Les autres actions sont classées avec les autres placements non cotés.

Leur valeur de réalisation en fin d'exercice est déterminée selon les règles définies par l'article R 343-11 du Code des assurances et correspond :

- pour les valeurs mobilières cotées et titres de toute nature, au dernier cours coté au jour de l'inventaire ;
- pour les titres non cotés, à leur valeur vénale, qui correspond au prix qui en serait obtenu dans des conditions normales de marché et en fonction de leur utilité pour l'entreprise ;

- pour les actions de sociétés d'investissements à capital variable et les parts de fonds communs de placement, au dernier prix de rachat publié au jour de l'inventaire.

1.3.3.2 Dépréciations

1.3.3.2.1 Valeurs mobilières à revenu fixe

- Titres obligataires relevant de l'article R 343-9 du Code des assurances

Ces obligations peuvent faire l'objet d'une dépréciation pour risque avéré de crédit conformément aux articles 123-1 à 123-3 du règlement 2015-11.

- Titres obligataires relevant de l'article R 343-10 du Code des assurances

Leur dépréciation suit les règles des placements cotés ou non cotés.

En ce qui concerne les obligations R 343-10, l'opportunité de constituer une provision peut être appréciée par rapprochement avec les principes applicables aux obligations de l'article R 343-9, c'est-à-dire avec la notion de risque avéré de crédit en conformité avec l'article 123-7 du règlement 2015-11.

1.3.3.2.2 Placements immobiliers, valeurs mobilières à revenu variable et autres placements, autres que ceux représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte

En principe, une dépréciation est constatée à l'actif ligne à ligne si elle a un caractère durable.

1.3.3.2.2.1 Placements financiers non cotés

Il s'agit notamment des placements dans les entreprises liées et dans les entreprises avec lesquelles existe un lien de participation.

Ils font l'objet d'une évaluation ligne à ligne qui tient compte de la situation nette de la société et de ses perspectives. Le cas échéant une dépréciation est constatée.

1.3.3.2.2.2 Placements financiers cotés

Il est constitué une provision pour dépréciation à caractère durable ligne à ligne, si la valeur d'utilité ou la valeur de rendement fait apparaître une décote significative. Les modalités de calcul de la provision pour dépréciation à caractère durable ont été précisées dans le règlement ANC 2015-11 aux articles 123-6 et suivants.

Le caractère durable de la moins-value latente est présumé dans les cas suivants :

- il existait d'ores et déjà une provision pour dépréciation sur cette ligne de placement à l'arrêté précédent ;
- s'agissant d'un placement non immobilier, le placement a été constamment en situation de moins-value latente significative au regard de sa valeur comptable sur la période de 6 mois consécutifs précédant l'arrêté des comptes ;
- il existe des indices objectifs permettant de juger que, dans un avenir prévisible, l'entreprise ne pourra recouvrer tout ou partie de la valeur historique du placement.

Le critère de moins-value significative peut être généralement défini, pour les actions françaises, en fonction de la volatilité constatée, soit 20 % de la valeur comptable lorsque les marchés sont peu volatils, ce critère étant porté à 30 % lorsque les marchés sont volatils. Il vaut également, sauf exceptions, pour les actions européennes. Ce critère est adapté, pour les autres titres, aux caractéristiques des placements concernés, notamment pour ce qui concerne les OPCVM et les valeurs non européennes.

Au-delà de cette présomption de dépréciation, les titres présentant une moins-value latente significative ont fait l'objet d'un examen particulier. En présence d'une dépréciation intrinsèque au titre et non liée à la baisse générale des marchés financiers ou du secteur économique, une provision est constituée sur la base de la valeur d'inventaire le cas échéant.

La valeur d'inventaire des placements est déterminée en prenant en compte l'intention et la capacité de l'entreprise à détenir les placements pendant une durée de détention déterminée. Les titres font l'objet d'une provision :

- sur la base de la valeur de marché à la clôture de l'exercice, si l'entreprise n'a pas la capacité ou l'intention de détenir durablement ce placement ;
- sur la base d'une valeur recouvrable à l'horizon de détention envisagé.

La société n'a pas utilisé d'estimation de valeurs recouvrables pour déterminer la valeur d'inventaire des placements. En conséquence, les titres présumés dépréciés font l'objet le cas échéant d'une provision pour dépréciation sur la base de la valeur de marché à la clôture

de l'exercice.

1.3.3.2.3 Provisions pour risques d'exigibilité des engagements techniques

La provision pour risque d'exigibilité destinée à faire face aux engagements dans le cas de moins-values d'ensemble des actifs mentionnés à l'article R 343-10 du Code des assurances est définie à l'article R 343-7 7° du même code. Les modalités de constitution de la provision pour risque d'exigibilité sont précisées à l'article R 343-5 du Code des assurances. Les modalités d'étalement de la charge constituée par la dotation de la provision pour risque d'exigibilité sont précisées à l'article R 343-6 du Code des assurances.

1.3.3.3 Produits des placements (Article 337-7 du règlement 2015-11)

Les revenus des placements comprennent les revenus des placements financiers. Les autres produits des placements intègrent les reprises sur les dépréciations d'actifs financiers (titres non cotés et créances financières en particulier) et les produits de différence de remboursement.

1.3.3.4 Charges des placements (Plan comptable Article 322-1 du règlement 2015-11)

Les frais de gestion financière comprennent les frais par destination internes et externes correspondant au coût de la gestion du service financier.

Les autres charges des placements concernent les dotations aux provisions des actifs financiers.

1.3.3.5 Résultat des cessions des actifs de placement

Les plus ou moins-values sur cessions de valeurs mobilières sont enregistrées au compte de résultat de l'année de cession.

Pour la détermination des plus ou moins-values sur cessions de titres, la règle appliquée est la méthode FIFO.

1.3.3.6 Produits des placements alloués

Le résultat de la gestion des placements figure dans le compte de résultat technique vie. Conformément au code des assurances, une fraction de ces produits est transférée au compte de résultat non technique.

1.3.3.7 Présentation du résultat financier

D'une manière générale ont été classés en résultat financier les charges et les produits :

- directement liés aux placements (classe 2);
- indirectement liés aux placements (produits liés à la rémunération des comptes courants des filiales);
- les dépréciations des filiales.

Les plus et moins-values liées aux autres immobilisations figurent en résultat non-technique.

1.3.4 Réserve de Capitalisation

La réserve de capitalisation est « destinée à parer à la dépréciation des valeurs comprises dans l'actif de l'entreprise et à la diminution de leur revenu ». Elle est mouvementée à due concurrence des plus et moins-values réalisées sur les valeurs mobilières amortissables visées par l'article R.343-9 à l'exception des obligations à taux variable et des obligations à taux révisable.

Le décret 2015-513 du 7 mai 2015 supprime le mécanisme dit de « la réserve de capitalisation » pour les entreprises ne pratiquant pas d'opérations d'assurance vie, les entreprises de réassurance, et les entreprises mixtes à activités prépondérantes non-vie ne répondant pas au seuil défini.

Le montant de ces versements ou prélèvements est calculé, selon des modalités précisées par arrêté du 30/12/2010 du ministre chargé de l'économie, en fonction du prix de vente des titres et de l'incidence fiscale potentielle de la cession. Les mouvements à la réserve de capitalisation étant exclus du résultat fiscal, des aménagements des articles R.343-14 et A.343-3 du code des assurances ont été approuvés visant à établir la neutralité des cessions obligataires pour le résultat comptable. En conséquence, l'effet d'impôt, calculé selon un taux moyen d'impôt y compris les taxes additionnelles, est comptabilisé dans le compte de résultat non technique de l'assureur en contrepartie de la réserve de capitalisation.

Pour 2019, il a été constaté une dotation de 4.991.187,63 € avant effet théorique de l'impôt sur les sociétés ce qui porte le stock de cette réserve au même montant, cette réserve étant dotée pour la première fois à la clôture de l'exercice 2019.

Principes et Méthodes Comptables

31 Décembre 2020

1.3.5 Actifs incorporels

Les actifs incorporels mentionnés au bilan correspondent normalement à des logiciels comptabilisés au prix d'acquisition ou de revient. L'amortissement des logiciels est réalisé sur leur durée d'utilisation. Il n'y a pas d'actifs incorporels comptabilisé à ce jour.

1.3.6 Actifs corporels

Ils sont évalués à leur prix d'acquisition diminué des amortissements cumulés.

Ils sont principalement composés des postes suivants :

- Agencements, aménagements et installations,
- Matériel et mobilier de bureau.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire de la façon suivante :

Catégorie d'actifs	Durée d'amortissement
Agencements, aménagements et installations	10 ans
Véhicules automobiles	4 ans
Matériel de bureau	5 ans
Autres matériels	jusqu'à 5 ans

Il n'y a pas d'actifs corporels comptabilisé à ce jour.

1.3.7 Créances et prêts

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée en cas de risque de défaillance de la contrepartie.

1.3.8 Frais généraux et commissions

Les frais généraux et les commissions, d'abord comptabilisés en fonction de leur nature, sont ensuite ventilés en fonction de leur destination, selon l'approche suivante :

- affectation directe, sans application d'aucune clé forfaitaire, pour les charges directement affectables par destination,
- utilisation de clés de répartition basées sur des critères quantitatifs objectif, appropriés et contrôlables, pour les charges ayant plusieurs destinations et pour celles qui ne sont pas directement affectables.

Les frais généraux et commissions sont ainsi ventilés selon les destinations suivantes :

- frais de règlement de sinistres,
- frais d'acquisition des contrats,
- frais d'administration des contrats
- frais affectés à la gestion financière des contrats,
- autres charges techniques.

1.3.9 Impôt

L'impôt enregistré au compte de résultat de l'exercice correspond à l'impôt payable au titre de l'exercice selon les règles fiscales en vigueur.

1.3.10 Opérations réalisées en devises étrangères

Ces opérations sont comptabilisées en devises.

A la clôture, les éléments du bilan et du compte de résultat libellés en devises sont convertis au taux de change du jour de clôture. Conformément aux articles 241-5 et 241-6 du règlement ANC 2015-11, les différences de change sont constatées :

- au bilan s'il s'agit de différences de conversion sur des positions structurelles (principalement titres de participations stratégiques, dotation en devises aux succursales)
- en résultat de change s'il s'agit de différences de change sur des positions de change opérationnelles

1.3.11 Provisions pour risques et charges

Litiges.

Les litiges auxquels la société pourrait faire face sont provisionnés en fonction de l'appréciation du risque qu'en a le management.

Cette règle a notamment été appliquée concernant des litiges avec des administrations dans différentes juridictions européennes.

1.3.12 Comptes de régularisation Actif et Passif

Les comptes de régularisation actif / passif sont principalement composés de la surcote/décote relative aux titres obligataires et

d'opérations diverses.

1.4.1 Engagements hors bilan des opérations des instruments financiers à terme

Législation applicable aux instruments financiers à terme :

Articles 260-1 du règlement 2015-11 et règlement CRC n° 2002-09 relatif aux règles de comptabilisation des instruments financiers par les entreprises.

Principes et méthodes comptables :

Les instruments financiers à terme de devises sont enregistrés dans la comptabilité hors bilan par contrepartie de comptes de positions de change de hors bilan puis sont soldés lors de la rupture ou du dénouement de la stratégie.

Les appels de marge sont comptabilisés dans un compte spécifique de stratégie de rendement en compte de régularisation et les intérêts sur ces appels sont enregistrés en produits des placements. Les pertes sont comptabilisées en écarts de change réalisés dans les produits des placements.

1.4.3 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

1.4.4 Rémunérations des membres de direction

La confidentialité des rémunérations des dirigeants ne permet pas d'indiquer les rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction de l'entreprise.

Annexes sur le Bilan

31 Décembre 2020

Notes sur le bilan

B1 : Mouvements - Actifs incorporels

	Valeur brute 01/01/2020	Entrées	Sorties	Transferts	Valeur brute 31/12/2020
Droit au bail	0				0
Autres	0				0
Logiciels	0				0
Total	0	0	0	0	0
	Amortissements et dépréciations 01/01/2020	Dotation aux amortissements et dépréciations	Reprise d'amortissements et dépréciations	Transferts	Amortissements et dépréciations 31/12/2020
Droit au bail	0				0
Autres	0				0
Logiciels	0				0
Total	0	0	0	0	0
Valeur nette	0	0	0	0	0

B2 : Actifs corporels d'exploitation

	Valeur brute 01/01/2020	Entrées	Sorties	Transferts	Valeur brute 31/12/2020
Agencements	0				0
Matériel de transport	0				0
Matériel de bureau et informatique	0				0
Mobilier	0				0
Autres immobilisations corporelles non amortissables	0				0
Immobilisation en cours	0				0
Dépôts et cautionnements	0				0
Total	0	0	0	0	0
	Amortissements 01/01/2020	Dotation aux amortissements	Reprise d'amortissements	Transferts	Amortissements 31/12/2020
Agencements	0				0
Matériel de transport	0				0
Matériel de bureau et informatique	0				0
Mobilier	0				0
Total	0	0	0	0	0
Valeur nette	0	0	0	0	0

Annexes sur le Bilan

31 Décembre 2020

B3 : Mouvements - Placements

	Valeur brute 01/01/2020	Entrées	Sorties	Variation lié au change	Valeur brute 31/12/2020
Terrains et constructions					
Mali technique					
Placements dans des entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation					
Autres placements	64 948 118	7 040 563	-12 479	-4 704 019	67 272 183
Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes					
Total	64 948 117	7 040 563	-12 479	-4 704 019	67 272 183

	Amortissements et dépréciations 01/01/2020	Dotation aux amortissements et dépréciations	Reprise d'amortissements et dépréciations	Variation lié au change	Amortissements et dépréciations 31/12/2020
Terrains et constructions					
Placements dans des entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation					
Autres placements	564 468	34 773			599 242
Créances pour espèces déposées auprès des entreprises cédantes					
Total	564 468	34 773			599 242
Valeur nette	65 512 585	7 075 337	-12 479	-4 704 019	66 672 941

Annexes sur le Bilan

31 Décembre 2020

B4 : Etat récapitulatif des placements et IFT (En milliers d'euros)

au 31/12/2020

I - Placements et instruments financiers	Valeur brute	Valeur nette	Valeur de réalisation
1. Placements immobiliers et placements immobiliers en cours			
IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement			
IFT stratégies de rendement			
2. Actions et titres à revenu variable autres que les parts d'OPCVM			
IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement			
IFT stratégies de rendement			
3. Parts d'OPCVM (autres que celles visées en 4)			
IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement			
IFT stratégies de rendement			
4. Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe			
IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement			
IFT stratégies de rendement			
5. Obligations et autres titres à revenu fixe	67 272	66 673	78 392
IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement			
IFT stratégies de rendement			
6. Prêts hypothécaires			
IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement			
IFT stratégies de rendement			
7. Autres prêts et effets assimilés			
IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement			
IFT stratégies de rendement			
8. Dépôts auprès des entreprises cédantes			
IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement			
IFT stratégies de rendement			
9. Dépôts (autres que ceux visés au 8), cautionnements en espèces et autres placements			
IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement			
IFT stratégies de rendement			
10. Actifs représentatifs de contrats en unités de compte			
IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement			
IFT stratégies de rendement			
11. Autres instruments financiers à terme			
IFT stratégies d'investissement ou de désinvestissement			
IFT anticipations de placement			
IFT stratégies de rendement			
IFT autres opérations			
12. Total des lignes 1 à 11	67 272	66 673	78 392
Dont total des IFT			
Dont total des placements cotés	67 272	66 673	78 392
Dont total des placements non cotés			
Dont total des placements			

Annexes sur le Bilan

31 Décembre 2020

	au 31/12/2020		
B5 : Placements et instruments financiers à terme (détail des postes 3 et 4 de l'actif et des instruments financiers à terme)	Valeur brute inscrite au bilan	Valeur Nette	Valeur de réalisation
a) dont :			
Placements évalués selon l'article R 343-9 et instruments financiers à terme rattachés	67 272	66 673	78 392
dont décote non encore amortie			
prime de remboursement non reprise		-599 242	
Placements évalués selon l'article R 343-10 et instruments financiers à terme rattachés			
dont décote non encore amortie			
prime de remboursement non reprise			
Placements évalués selon l'article R 343-13 et instruments financiers à terme rattachés			
b) dont :			
Valeurs affectables à la représentation des provisions techniques autres que celles visées ci-dessous	67 272	66 673	78 392
Valeurs garantissant les engagements envers les institutions de prévoyance ou couvrant les fonds de placement gérés			
Valeurs déposées chez les cédants (dont valeurs déposées chez les cédants dont l'entreprise s'est portée caution solidaire)			
Valeurs affectées aux provisions techniques spéciales des autres affaires en France			
Autres affectations ou sans affectation			
c) dont :			
Placements et instruments financiers à terme dans l'OCDE	67 272	66 673	78 392
Placements et instruments financiers à terme hors OCDE			

B6 : Etat des échéances des créances

Créances	Part à moins d'un an	Part de 1 à 5 ans	Part à plus de 5 ans	Total brut	Dépréciations	Valeurs nettes
Créances nées d'opérations d'assurance directe	2 552			2 552		2 55
réassurance	6 197			6 197		6 19
Personnel						
Etat, organismes sociaux	555			555		55
Débiteurs divers						
Total	9 304			9 304		9 30

B7 : Comptes de régularisation actif

	Valeur brute 01/01/2020	Entrées	Sorties	Transferts	Valeur brute 31/12/2020
Intérêts et loyers acquis non échus	869 751	12 326			882 077
Frais d'acquisition reportés	5		-5		
Impôts Différés Actif					
Pre-paiement et différences sur les prix de remboursement à percevoir	21 690	29 119			50 809
Total	891 446	41 445	-5		932 886
Valeur nette	891 446	41 445	-5		932 886

B8 : Capitaux propres

	01/01/2020	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Autre	Distribution des réserves	31/12/2020
Capital	6 127 501					6 127 501
Primes liées au capital social						
Autres réserves	51 809 424	917 726		-5 407 118		47 320 032
Réserves facultatives	47 923 952	917 726		-5 444 673		43 397 005
Réserves statutaires	612 750					612 750
Réserves de capitalisation	3 272 722					3 272 722
Réserve pour fonds de garantie				37 555		37 555
Report à nouveau						
Résultat de l'exercice	917 726	-917 726	-496 950			-496 950
Total général I + II + III	58 854 651		-496 950	-5 407 118		52 950 583

B8 : Capitaux propres tel que publié dans les états financiers 2019

	01/01/2019	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	31/12/2019
Capital	6 127 501				6 127 501
Primes liées au capital social	0				0
Autres réserves	49 756 305		6 607 379		56 363 684
Effet/Ecart de changement de méthode comptable	-4 554 260				-4 554 260
Report à nouveau	0				0
Résultat de l'exercice	2 511 637			-159 391	917 726
Total général	53 841 183	0	6 607 379	-1 593 911	58 854 651

B8 : Capitaux propres Proforma 2019 corrigés

	01/01/2019	Affectation du résultat	Résultat de l'exercice	Autre	Distribution des réserves	31/12/2019
Capital	6 127 501					6 127 501
Primes liées au capital social	0					0
Autres réserves	49 756 305	2 511 637		-1 350 708		50 917 234
Réserves facultatives	49 756 305	2 511 637		-5 236 180		47 031 762
Réserves statutaires				612 750		612 750
Réserves de capitalisation				3 272 722		3 272 722
Réserve pour fonds de garantie						0
Effet/Ecart de changement de méthode comptable	-4 554 260					-4 554 260
Report à nouveau	0					0
Résultat de l'exercice	2 511 637	-2 511 637	6 364 176			6 364 176
Total général	53 841 183	0	6 364 176	-1 350 708	0	58 854 651

Correction d'erreur

Variations de change (K€ 5.446,4)

En 2019 certains écarts de conversion sur les réserves des succursales libellées en devises étrangères ont été enregistrées en contrepartie du poste « autres réserves ». S'agissant de variations de cours de devises portant sur des positions de change « opérationnelles » au sens de l'article 241-5 du règlement ANC 2015-11, ces variations auraient dû être enregistrées en résultat de la période. Une correction d'erreur a par conséquent été enregistrée dans le résultat exceptionnel de l'exercice 2020 à hauteur de ces variations, soit un gain de 5.446,4 milliers d'euros, par contrepartie d'un autre mouvement en situation nette. L'effet d'impôt correspondant à cette correction d'erreur s'élève à 312,2 k€.

K€	2020	2019 Proforma corrigés	2019 tel que publié dans les états financiers
Compte de Résultat			
7. Autres produits non techniques	0	7 164	1 718

B9 : Composition de l'actionnariat

Sociétés	Titres	Valeurs	Droits de vote
Chubb Tempest Reinsurance Ltd	6 127 501	6 127 501	100 %
Total	6 127 501	6 127 501	100%

Valeur nominale de l'action : 1 euros

B10 : Provisions

	01/01/20	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	31/12/20
Provisions pour litiges	2 931 081		-447 013	2 484 068
Provisions pour investissement				
Provisions pour engagements IFC				
Total	2 931 081		-447 013	2 484 068

Annexes sur le Bilan

31 Décembre 2020

B11 : État des échéances des dettes

Dettes	Part à moins d'un an	Part de 1 à 5 ans	Part à plus de 5 ans	Total
Dettes nées d'opérations d'assurance directe	1 010 514			1 010 514
Dettes nées d'opérations de réassurance	2 060 787			2 060 787
Dettes envers les établissements de crédit				
Emprunts, dépôts et cautionnements				
Dépôts en espèces reçus des cessionnaires				
Fonds de participation				
Personnel				
Etat, organismes sociaux				
Créditeurs divers	3 756 382			3 756 382
Filiales				
Produits constatés d'avance				
Amortissements des différences sur les prix de remboursement				
Total	6 827 682			6 827 682

B12 : Comptes de régularisation passif

	01/01/20	Entrées dotations	Sorties reprises	31/12/20
amortissements des différences sur les prix de remboursement	564 468	34 773		599 242
Comptes d'attente et à régulariser	-	21 152		21 152
Total	564 468	55 925		620 394

B13 : Analyse des provisions techniques vie

	2020			2019		
	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net
Provisions d'assurance vie	140 139 498	127 575 477	12 564 021	139 491 782	127 722 718	11 769 064
Provisions pour sinistres à payer	9 814 934	7 605 595	2 209 339	9 199 047	6 285 887	2 913 160
Provisions pour participations aux bénéfices						
Prévisions de recours						
Provision pour égalisation						
Autres provisions techniques	48 600	27 899	20 701	42 023	36 896	5 127
Sous-total	150 003 032	135 208 972	14 794 061	148 732 852	134 045 501	14 687 351
Provisions mathématiques des contrats en UC						
Total	150 003 032	135 208 972	14 794 061	148 774 875	134 082 397	14 692 478

B14 : Passifs subordonnés.

Il n'y a pas de dette subordonnée au bilan de la société à la date de clôture.

B15 : Transactions avec des sociétés affiliées et des sociétés dans lesquelles la société a une participation

Non applicable

Annexes sur le Bilan

31 Décembre 2020

B16 : Actifs et passifs en devises

	Actifs en devises	dont différence de change	Passifs en devises	dont différence de change
Euro	80 035 389		80 035 389	
Dollar US				
Franc Suisse				
Livre Sterling	133 565 758		133 565 758	
Yen				
Autres devises	5 850 713		5 850 713	
Total	219 451 859		219 451 859	

B17 : Engagements hors bilan

k€	31/12/2019			31/12/2020		
	Entreprises liées	Avec lien de participation	Autres	Entreprises liées	Avec lien de participation	Autres
Engagements reçus hors réassurance						
Avals, cautions et crédit-bail	17 000			21 704		
Fonds constitué concernant les indemnités de fin de carrière						
Engagements donnés						
Avals, cautions et garanties de crédit donnés						
Indemnités de fin de carrière - retraite						
Autres engagements sur titres, actifs ou revenus						
Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires	47 487			- 57 072		
Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution						
Valeurs appartenant à des institutions de prévoyance						
Autres valeurs détenues pour compte de tiers						
Encours d'instruments financiers à terme						

Annexes sur le Compte de résultat

31 Décembre 2019

Informations sur le compte de résultat

R2 : Produits et charges des placements

	Dans les entreprises liées			Autres			Total		
	Revenus financiers	Frais financiers	Total	Revenus financiers	Frais financiers	Total	Revenus financiers	Frais financiers	Net
Revenus des participations (Art. 20 décret du 29/11/83)									
Revenus des placements immobiliers									
Revenus des autres placements				2 036 122	718 825	1 317 297	2 036 122	718 825	1 317 297
Autres revenus financiers (commissions, honoraires...)									
Revenus financiers : total poste III 3				2 036 122			2 036 122		2 036 122
Frais financiers : total poste III 5					718 825	718 825		718 825	
Total produits et charges des placements				2 036 122	718 825	1 317 297	2 036 122	718 825	1 317 297

R3 : Montant des commissions

	2020	2019
Commissions affaires directes	5 880 028	6 225 349
Commissions acceptations	94 847	136 317
Total primes brutes	5 974 874	6 361 666

R4 : Ventilation des primes brutes par zones géographiques

	2020	2019
France	618 835	630 604
CEE (hors France)	30 221 091	26 746 719
Commissions acceptations	5 396 074	5 439 367
Total	36 236 000	32 816 690

R5 : Analyse des charges de personnel

	2020	2019
Salaires	883 731	
Cotisations fonds de retraite	101 789	
Charges sociales	179 490	
Autres		
Total	1 165 010	

R6 : Personnel

Effectifs moyens par catégories	2020	2019
Non cadres		
Cadres	8	
Total	8	

R7 : Honoraires de certification des comptes et autres services

	2020	2019
Commissaire aux comptes	PWC	PWC
Certification des comptes	258 550	286 916
Services autres		
Total	258 550	286 916

Annexes sur le Compte de résultat

31 Décembre 2019

R8 : Analyse des produits et charges non techniques

Produits non techniques	2020	2019
Plus-values sur cessions des éléments d'actif		
Reprises sur dépréciations des actifs circulants		
Reprise sur réserve de capitalisation IS		1 718 466
Reprises sur provision pour litiges		
Reprise sur contrôle fiscal et URSSAF		
Autres produits		
Total		1 718 466

Charges non techniques	2020	2019
Moins-values sur cessions des éléments d'actif		
Frais de traitements bancaires		
Dépréciations des actifs circulants		
Dotation sur réserve de capitalisation IS		
Provisions pour litiges		
Autres charges	4 088 142	1 399 065
Contrôle fiscal et URSSAF		
Total	4 088 142	1 399 065

R9 : Analyse des produits et charges exceptionnels

Produits exceptionnels	2020	2019
Reprise des provisions pour investissement		
Autres produits exceptionnels		
Total		

Charges exceptionnelles	2020	2019
Amortissement exceptionnel RSI		
Autres charges exceptionnelles		
Total		

R10 : Analyse de la charge d'impôt

	2020			2019		
	Afférent à l'exercice	Sur exercices antérieurs	Total	Afférent à l'exercice	Sur exercices antérieurs	Total
Afférents aux opérations ordinaires	605 671	-312 236	293 435	-1 282 000		-1 282 000
Afférents aux produits et charges exceptionnels						
Total	605 671	-312 236	293 435	-1 282 000		-1 282 000

Annexes sur le Compte de résultat

31 Décembre 2019

R11 : Résultat technique vie par catégorie

	Contracts individuels d'assurance temporaire decés (y compris groupes ouverts) [cat. 3]	Autres contrats individuels d'assurance vie a primes périodiques (y compris groupes ouverts) [cat. 5]	Contrats collectifs d'assurance en cas de decés [cat. 6]	Total général
Primes	30 539 306	200 395	100 226	30 839 926
Charges des prestations	-17 700 753	-459 707	-287 913	-18 448 374
Charges des provisions d'assurance vie et autres provisions techniques	-5 929 709	305 183	-62 814	-5 687 340
Ajustement ACAV				
A - Solde de souscription	6 908 843	45 871	-250 502	6 704 212
Frais d'acquisition	6 028 062	1 219	18 959	6 048 241
Autres charges de gestion nettes	3 394 600		60 852	3 455 452
B - Charges d'acquisition et de gestion nettes	9 422 662	1 219	79 811	9 503 692
Produits des placements	388 027			388 027
Participation aux résultats et intérêts techniques				
C - Solde financier	388 027			388 027
Primes données en substitution				
Part des garants en substitution dans les charges de prestation				
Part des garants en substitution dans les charges de provisions d'assurance vie et autres provisions techniques				
Part des garants en substitution dans la participation aux résultats				
Commissions reçues des garants en substitution				
D - Solde de substitution				
Primes cédées	28 439 920	115 818	8 827	28 564 565
Part des réassureurs dans les charges des prestations	16 952 351	1 502	585 774	17 539 626
Part des réassureurs dans les charges des provisions d'assurance vie et autres provisions techniques	4 164 151	-138 507	-469 060	3 556 585
Part des réassureurs dans la participation aux résultats				
Commissions reçues des réassureurs	6 769 372	29 895	2 578	6 801 845
E - Solde de réassurance	-554 046	-222 929	110 465	-666 510
Résultat technique [A - B + C + D + E]	-2 679 839	-178 277	-219 848	-3 077 963
Hors Comptes				
Montant des rachats				
Intérêts techniques bruts de l'exercice				
Provisions techniques brutes à la clôture				
Provisions techniques brutes à l'ouverture				

Autres informations

Chubb Limited, la société mère ultime de CLE, est la société holding du groupe de sociétés Chubb, enregistrée en Suisse. Chubb Limited et ses filiales directes et indirectes, collectivement le groupe de sociétés Chubb ("Chubb"), sont une organisation mondiale d'assurance et de réassurance. Au 31 décembre 2020, Chubb Limited détenait un actif total de 176,9 milliards de dollars et des capitaux propres de 55,3 milliards de dollars. Elle est cotée à la bourse de New York (NYSE : CB) et fait partie de l'indice S&P 500. La société possède des bureaux exécutifs à Zurich, New York, Londres et dans d'autres villes, et emploie plus de 30 000 personnes dans le monde entier.

CLE bénéficie de la solide plateforme, de la réputation, des compétences, des notations de solidité financière et de la philosophie de gestion cohérente de Chubb. CLE fonctionne en synergie avec une société affiliée de Chubb dans le secteur non-vie, Chubb European Group SE, ("CEG"), en offrant des produits d'assurance-vie qui complètent le portefeuille de CEG dans le domaine des accidents et de la santé.

Les états financiers de CLE sont inclus, par la méthode de consolidation intégrale, dans les états financiers consolidés de CHUBB Limited (Bärengasse 32, CH-8001 Zurich, Switzerland).

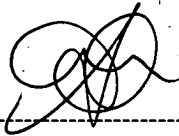
Annual Report and Financial Statements

Chubb Life Europe SE

31 December 2020

CHUBB®

Certified as a true and accurate translation of the original French accounts



Arit Amana
Director, Chubb London Services Limited
Authorised Signatory and Corporate Secretary

La Tour Carpe Diem
31 Place des Corolles, Esplanade Nord
92400 Courbevoie
France

COMPANY REGISTRATION NUMBER 497 825 539 RCS Nanterre

CHUBB LIFE EUROPE SE

Managing Director's Report 31 December 2020

Change of Name

On 5 February 2021 the Shareholders approved a change in the company's name from ACE Europe Life SE to Chubb Life Europe SE with effect from 31 March 2021 to align this with the Chubb brand.

Performance in 2020

During 2020 Chubb Life Europe SE ("CLE" or the "Company") generated gross premiums of 30.8 million euro and reported a loss on ordinary activities before taxation of 790 thousand euro.

Shareholder's funds at the close of the financial year were 53,1 million euro. The Company is currently adequately capitalized.

CLE did enter into new business in late 2020 which has served to offset policyholder attrition, however, overall written premium has decreased slightly on prior year.

Market Environment

The European life insurance industry remains stable in spite of difficult fundamentals starting with low interest rates, economic stagnation and an ever-developing regulatory landscape. CLE has chosen to use this time to prioritize cost management strategies and assess the market opportunities against a pronounced market shift from savings-oriented products to protection products at the expense of short-term growth.

Interest rates in the Company's two major currencies, Sterling and Euro, remained low throughout 2020.

Regulatory Environment

The current regulatory environment remains a challenge for traditional Life companies in particular, with the introduction of Solvency II compounding already strained capital positions given the low interest rate environment. However, CLE continues to report a strong and stable balance sheet, partly driven by low new business volumes but fundamentally through the application of appropriate risk mitigation techniques.

CLE continues to ensure the customer remains at the heart of its business, with a clear goal to meet the and exceed the needs of the consumer. Conduct is part of the culture of CLE and the measurement of customer outcomes remains core to day-to-day business activities.

Future prospects

2020 was a further period of consolidation for the Life company in that the company remained committed to existing policyholders and key strategic Chubb clients and building its balance sheet strength. The current market environment has presented suitable opportunities for strategic investment resulting in gross written premium remaining flat.

In conclusion, CLE has had a busy 12 months reviewing its strategic optionality and optimizing its asset base whilst serving its customers. During this time there has been a strong focus on maintaining the Company's solvency position and in avoiding any detriment to policyholders or impact on their service. I would like to thank the Company's staff and also the CEG team who support CLE for navigating the company through this period.

I Moffatt

Managing Director
20 Mars 2021

CHUBB LIFE EUROPE SE

Management Report

31 December 2020

Significant Business Events

Brexit

Chubb has been working to offer certainty and continuity of service for all of its customers and business partners regardless of their location since the UK EU membership referendum in 2016 was announced. Chubb's Brexit plans, including the decision to redomicile from the UK to France on 1 January 2019, enables the company to continue to carry out insurance business in the UK, Ireland and across Continental Europe with minimum disruption to its operating and servicing model.

Following its withdrawal from the EU on 31 January 2020, the UK entered a 'transition period' whereby it effectively remained in the EU customs union and single market until 31 December 2020. As a French company, Chubb Life Europe SE (CLE SE) benefits from the UK's temporary permissions regime for inbound passporting EEA firms. The temporary permissions regime will be in place for up to three years from the end of the transition period. Chubb has registered the company's UK branch in the UK. The UK branch will be authorised by the Prudential Regulation Authority while also remaining part of the same legal entity CLE SE. Chubb will continue to review the company structure, regulatory and tax requirements and governance arrangements to ensure the company operates an effective and compliant operating model across the region.

Coronavirus

During the first quarter of 2020, worldwide social and economic activity became severely impacted by the spread and threat of the novel coronavirus (Covid-19). The company took swift actions to minimize risk to its employees, including restricting travel and instituting extensive work from home protocols aligned to Chubb's business continuity control framework. At the same time, the company sought to minimize any disruption to its clients and business partners and was able to continue to operate effectively throughout the pandemic and region-wide lockdown restrictions.

Despite the volatility in financial markets caused by the pandemic and its impact on investment valuations CLE maintains a strong balance sheet and continues to be more than adequately capitalized.

Business Environment

Insurance market conditions

The Continental European markets continue to trade against a backdrop of a continued low interest environment, robust competition and an uncertain outlook.

The outlook for 2020 remains difficult with low economic growth even before the impact of Covid-19. Low interest rates will continue to pose substantial challenges to the industry by constraining investment yields and maintaining an environment that will be very unforgiving of poor investment decisions.

Financial Markets Review

The evolving COVID-19 pandemic and related containment measures dramatically altered growth expectations and spurred a large market sell-off over the first quarter of 2020. Virus-related fears sparked severe volatility in global markets resulting in large declines in global equity markets and a significant widening of credit spreads. Sovereign yields fell dramatically, highlighted by the US 10 years Treasury yield which fell below 1% for the first time in history. In response, global central banks undertook extraordinary policy action to improve market stability and help combat the worsening economic outlook. The Federal Reserve cut rates to zero, undertook unlimited purchases of Treasuries and Agency Mortgage Backed Securities, and announced large scale facilities to help support other assets. The Bank of England followed suit, cutting its bank lending rate to 0.1% (its lowest level in history) and launching a substantial Quantitative Easing package. The ECB and Bank of Japan also announced additional asset-purchasing programs along with many other central banks.

Risk appetites improved considerably in the second quarter following the easing of lockdown measures, some improvement in economic data and continued fiscal and monetary policy support. Economic data indicated that modest recovery had started, and unemployment fell from record peaks. Concerns persisted, however, about the vulnerabilities

Management Report

31 December 2020

related to the path of the virus. Global central banks and policymakers reaffirmed commitments to supportive policy and quantitative easing measures.

Despite some uptick in overall volatility toward the end of the third quarter, risk assets broadly gained in Q3 amid a rebound in economic data, heightened optimism around potential vaccines, and ongoing global policy support. Global economic data continued to improve, though some signs of weakness underscored the fragile nature of the global recovery. Geopolitical developments over the quarter were numerous and included a re-escalation of tensions between the US and China on several fronts. Brexit headlines as well as ongoing election news in the US also contributed to political uncertainty.

Even as coronavirus cases continued to spread provoking lockdowns across the globe, risk assets continued to rally in Q4 as nations began to distribute and administer vaccines. November's equity rally continued into December, bolstered by optimism about the vaccine rollout, the additional US fiscal support, the finalisation of a Brexit deal, and the announcement of an investment agreement between China and the EU. Global equities ended the quarter higher, credit spreads tighter, and sovereign yields fluctuated but remained at historically low levels.

Presentation of financial statements

The annual accounts are prepared and presented in accordance with the following provisions:

- The Insurance Code, amended by Decree No 2015-513 of 7 May 2015 implementing Ordinance No 2015-378 of 2 April 2015 transposing Directive 2009/138/EC of the European Parliament and of the Council on the taking up and pursuit of insurance and reinsurance activities (solvency II).
- ANC Regulation No. 2015-11 of 26 November 2015 on the annual accounts of insurance undertakings and transactions of a specific nature.
- ANC Regulation No. 2014-03 of 5 June 2014 on the general chart of accounts, amended by Regulation 2015-06 of 23 November 2015 on assets and notes, in the absence of specific provisions provided for in ANC Regulation No. 2015-11 of 26 November 2015.

Key performance indicators

The following financial key performance indicators ("KPIs") have been deemed relevant to the Company's business. These KPIs are reviewed regularly by the CLE board.

	2020	2019
Number of policies in force	163 303	172 798
Results and performance		€'000
Gross written premiums	30 840	32 816
Net premiums written	2 275	2 529
Net claims incurred	-909	-552
Net decrease in policy reserves	-2 131	-1 453
Net operating expenses	-2 702	93
Investment income / (loss)	1 317	1 263
Other income / (expenses)	5	319
Taxation charge	293	-1 282
Profit / (loss) for the financial year	-497	918

CHUBB LIFE EUROPE SE

Management Report 31 December 2020

In 2019, EUR 5.4 million of foreign exchange gains were recognised directly in 'Other reserves'. It was decided in 2020 that this was incorrect and that these gains should have been included in the income statement. 5.4 million has been included in the 2020 income statement, representing the after-tax recognition of these gains. As the exchange gains were included in the prior year's balance sheet, an offsetting loss of EUR 5.2 million was recognised in 2020's other reserves.

I - Financial position at year-end	2020	2019
Share capital (in euros)	6 127 501	6 127 501
Number of existing ordinary shares	6 127 501	6 127 501
II - Result of actual operations (in thousands of euros)		
Turnover excluding tax (net reinsurance)	2 275	2 529
Pre-tax technical result	-3 078	968
Pre-tax income (loss)	-790	2 200
Income Taxes (tax credit)	-293	1 282
Profit after tax (loss)	-497	918
Distributed result	0	0
III - Earnings per share (in euros)		
Profit after tax (loss)	-497	918
Dividend allocated to each share	0	0

Proposal for the allocation of the result

We propose that the loss for the financial year 2020, amounting to € 855,161 be allocated in full to other reserves, which will consequently amount to € 46.3 million.

We remind you, in accordance with regulatory provisions, of the amounts of dividends distributed for the last three financial years: None.

Financial position and capital

The year-end reserves have been calculated using updated assumptions, particularly in respect of mortality and the validation of the mortality tables by a French certified actuary.

CLE SE maintains a capital structure consistent with the Company's risk profile and regulatory requirements. Capitalization is assessed on a regular basis in light of changes anticipated in the business. The Company considers not only the traditional sources of capital funding but the alternative sources of capital including reinsurance when assessing its deployment and usage of capital.

CLE SE managed its capital levels in 2020 in the context of the Solvency II Standard Formula Solvency Capital Requirement and the Solvency II Minimum Capital Requirement, which computes capital levels based on European industry risk factors related to premiums, reserves and assets. CLE SE maintained capital throughout 2020 over and above the Solvency II Standard Formula Solvency Capital Requirement with an additional margin. The Company has 64,8 million euro of available capital resources at 31 December 2020 and a Solvency Capital Requirement of 27,5 million euro. The company has a healthy solvency ratio therefore of 235%.

Investment strategy

In 2020 CLE SE held an investment grade Sterling bond portfolio. CLE SE maintained a consistent strategy throughout the year. The Company continued to target a balance between achieving adequate investment returns and a reasonable match to the Company's technical liabilities and reserves.

Compliance

Compliance with regulation, legal and ethical standards is a high priority for Chubb and CLE SE, and the compliance function has an important oversight role in this regard. Annual affirmation of the Group Code of Conduct is required of all employees and directors.

The Company is committed to fulfilling its compliance-related duties, including its observance of customer-focused policies, in line with regulatory principles, and uses various metrics to assess its performance.

As a member of Chubb, CLE SE has access to a skilled and specialist workforce to manage its regulatory and compliance responsibilities and aims to operate to a high standard. CLE SE recognizes and values its relationships with regulators in each of its jurisdictions and engages in open dialogue and communication to address and resolve any issues.

Post Closing Events

There are no post balance sheet events to report.

Management Report
31 December 2020
Invoices received and issued not settled at the closing date of the financial year whose term has expired

(Table provided for in I of article D. 441-4)

In accordance with the FFA circular of 22 May 2017, the supplier deadlines presented below do not include transactions related to insurance and reinsurance contracts.

	Invoices received but not paid at the balance sheet closure date of the financial year for which the term is overdue					
(A) Late payment instalments						
	0 Day	1 to 30 days	31 to 60 days	61 to 90 days	91 days and more	Total (1 day and more)
Number of invoices concerned	None					None
Total amount of the invoices concerned inclusive of tax						
Percentage of total purchases for the year						
(B) Invoices excluded from(A) relating to disputed or unrecorded payables and receivables						
Number of excluded invoices	0					
Total amount of excluded invoices incl. VAT	0					
(C) Reference payment periods used (contractual or statutory)						
Payment periods used for the calculation of late payments	No late calculation, Invoices paid in cash					

	Invoices issued and outstanding at the balance sheet date of the financial year for which the term is overdue					
(A) Late payment instalments						
	o Day	1 to 30 days	31 to 60 days	61 to 90 days	91 days and more	Total (1 day and more)
Number of invoices concerned	None					None
Total amount of the invoices concerned inclusive of tax						
Percentage of turnover for the financial year (including tax)						
(B) Invoices excluded from(A) relating to disputed or unrecorded payables and receivables						
Number of excluded invoices	0					
Total amount of excluded invoices incl. VAT	0					
(C) Reference payment periods used (contractual or statutory)						
Payment periods used for the calculation of late payments	Legal deadlines under the conditions of Article L 441-6					

Pursuant to the provisions of Article L 225-37 of the French Commercial Code, the Board of Directors presents its report on corporate governance in this section.

Governance

Chubb Life Europe SE (CLE) has a documented corporate governance framework, the purpose of which is to exercise oversight and control over the management of the business.

CLE redomiciled from the UK to France on 1 January 2019 and now operates under the supervision of the ACPR and in accordance with French Law.

The Board meets on a quarterly basis and additionally for specific purposes to discharge its responsibilities. In 2020 the Board met nine times. The matters reserved for the Board are to determine the strategy for the business and oversee its implementation, keep the interests of key stakeholders under review, and maintain sound governance via oversight of robust management structures, including strategic, risk and controls monitoring.

Membership of the Board is kept under review to ensure that the composition and available expertise remains relevant to the current needs of the company. As at 31 December 2020 the Board comprised of six non-executive directors and two executive directors, including Lord Turner as the independent Chairman. CLE greatly values the contribution of its non-executive directors in providing contrasting insights, experience and challenge in the Board's discussions.

In May 2020 Mark Hammond, non-executive director and Chair of the Audit & Risk Committee left the Board and was replaced by Kenneth Koreyva. The day-to-day operations of the company are under the management of the Managing Director and any Deputy Managing Directors that may be appointed; these are authorized by the Board, in accordance with the French Commercial Code to represent the company in all its dealings with third parties. Under the French requirements there must be at least one Deputy Managing Director, however it is not necessary for them to also be a member of the Board. Ian Moffatt is the Managing Director and there is currently one Deputy Managing Director, Veronique Brionne who is a member of the Board.

Key non-routine Board activity during the year included, i) the proposal to change the company's name, ii) reinstatement of its distribution agreement with TAF in the Netherlands to write new business, iii) the ongoing tax dispute with HM Revenue & Customs in relation to historical tax computations, iii) a review of the company's expense agreement with Chubb European Group SE iv) pricing practices for protection of customers best interests, and v) approval of the change in business process outsource provider from EXL to Genpact. It also agreed changes to the company's letter of credit with Chubb Tempest Reinsurance in respect of the trust fund arrangements, to board policies and frameworks and to currency alignment and investment allocation.

The Board received regular reports on the status of business results, business and function plans, resourcing, developments in the risk and regulatory environments, on consumer conduct, regulatory compliance, underwriting controls, actuarial and solvency matters. One meeting each year is dedicated to the company's business strategy. In addition, the Board conducted deep dives into the impacts of Covid-19 on the business, the life pricing methodology and the program to identify efficiencies and to automate processes.

As an SE the company is required to hold general meetings for its shareholders and during 2020 an ordinary general meeting and an extraordinary general meeting were held on 16 June. The shareholders resolved to approve the 2019 annual accounts and regulated agreements, the allocation of profit and ratified the cooptation of Kenneth Koreyva as a director.

The Board has delegated a number of matters to committees.

The **Audit & Risk Committee** (the "Committee") is composed of non-executive directors and its responsibilities are included in the Internal Regulations of the company.

The Committee considered and made recommendations to the Board on areas including validation of solvency calculations, internal controls, financial reporting, whistleblowing, actuarial matters and the external audit. It oversaw and advised the Board on risk exposures, future risk strategy, the design and implementation of the risk management framework into the business and on solvency and the appropriateness of the Standard Formula. It also ensured that business risks and controls were recorded and monitored.

The Committee received reports from the compliance, conduct, risk management, actuarial and finance functions and internal audit on a quarterly basis. Other regular reporting included updates on the company's Own Risk & Solvency Assessment metrics, which helps to provide an independent overview of management's assessment of risk.

In relation to the external audit process, the Committee monitored the nature and scope of work in the audit of the statutory financial statements and other external reporting requirements. The Committee received regular reports from the external auditor and the Chair of the Committee and Chair of the Board met regularly with the external auditor without management being present.

In the case of the internal audit function, the Committee's role involved agreeing and monitoring, in conjunction with the group audit function, the nature and scope of work to be carried out by the internal audit team and the availability of sufficient resources. The Committee received regular reports from the internal audit and the Chair of the Committee and Chair of the Board met regularly with the Head of Internal Audit without management being present.

The Committee's role is aimed at providing assurance to the Board and Chubb group management that the internal control systems, agreed by management as being appropriate for the prudent management of the business, were operating as designed. At all times the Committee is expected to challenge any aspect of these processes which it considers weak or poor practice.

During 2020 the Committee in particular reviewed i) the impact of the key differences and adjustment from UK GAAP to French GAAP and in particular on the company's solvency position ii) the impact of Covid-19 on the Company's risks, losses and levels of reserving, iii) the issues relating to the tax dispute and the expense allocation, iv) the increasingly complex requirements around sanctions and v) the impact of the FCA's Pricing Practices and Product Value Assessment risk mitigation plan. It also considered the support of branch matters, including the requirements of the UK branch post Brexit.

The company's **Management Committee** oversees the day-to-day management of business operations and performance and assists the Managing Director and Deputy Managing Director in overseeing operational strategies and decisions determined by the Board. It is also responsible for the oversight of support function activities, branch networks, key steering groups and sub-committees including finance, capital & credit and IT steering. During 2020 it met quarterly on a formal basis, in addition to regular informal meetings. It received reporting on the activities of the Chubb Europe Regional Executive Committee and of the sub-committee. In late 2019 the status of the IT working group was amended to the IT steering committee to ensure that the Management Committee has clear sight of IT issues and that these can be escalated to the Audit & Risk Committee and Board as necessary.

CLE had a **Routine Board Committee** which met on an ad hoc basis between formal Board meetings to consider authorization of business issues of an administrative or routine nature where documentation of approval is required in between quarterly Board and Committee meetings. Its activities are reported at the subsequent quarterly Board meeting.

The **Italian Management Oversight Committee** oversees specific financial crime risks in Italy and its membership and responsibilities are detailed in its terms of reference.

List of management, executive, administrative or supervisory functions performed by the corporate officers during the financial year 2020

Name of Director	Name of other Organisation	Role	Country of Incorporation
Jonathan Adair Turner	Chubb European Group SE	Chairman & Director	France
	Chubb Underwriting Agencies Limited	Chairman & Director	United Kingdom
	British Museum (until 11 June 2020)	Member of the Board of Trustees & Audit Committee Chair	United Kingdom
	Energy Transition Commission	Chair of Energy Transitions Commission	United Kingdom
	House of Lords	Crossbench Member	United Kingdom
	Institute for New Economic Thinking	Senior Fellow	USA
	OakNorth Bank Limited	Adviser to the CEO	United Kingdom
	Envision	Board Advisor	United Kingdom
	Envision AESC	Board Member for Japan subsidiary	United Kingdom
Veronique Brionne	Chubb European Group SE	Director	France
	AGIPI	Board Member	France
Adam Clifford	Chubb European Group SE	Director	France
Miriam Connole	Chubb European Group SE	Director	France
	Chubb (CR) Holdings	Director	United Kingdom
	Chubb Capital I Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Capital IV Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Capital Ltd	Director	United Kingdom
	Chubb Capital V Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Capital VII Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Europe Services Ltd	Director	United Kingdom
	Chubb European Holdings Limited	Director	United Kingdom
	Chubb INA G.B. Holdings Ltd	Director	United Kingdom
	Chubb Insurance Service Company Ltd	Director	United Kingdom
	Chubb Market Company Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Services UK Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Underwriting Agencies Limited	Director	United Kingdom
David Furby	Chubb European Group SE	Director	France
	Chubb European Holdings Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Services UK Limited	Director	United Kingdom
	Chubb Underwriting Agencies Limited	Director	United Kingdom
	London Market Group	Director	United Kingdom
Annette Donselaar	ACE Life Insurance Company	Director	USA – Connecticut
	Chubb Life Insurance Vietnam Company Limited	Director	Vietnam
	LLC "Chubb Life Insurance Company"	Chairman & Director	Russian Federation
Ian Moffatt	M4 Capital Ltd	Director	United Kingdom
	Chubb Life – Egypt	Chairman & Director	Egypt
Ken Koreyva	Chubb European Group SE	Director	France
	Chubb Insurance (Switzerland) Limited	Director	Switzerland
	Chubb Reinsurance (Switzerland) Limited	Director	Switzerland
	Shore Memorial medical center, Somers Point, NJ	Director	USA – New Jersey

The Board approved the appointment of Kenneth Koreyva as a director of the Company and Chairman of the Audit & Risk Committee, to replace Mark Hammond. This was effective from 14 May 2020 for the remaining term of the mandate i.e. up to the end of the shareholder meeting deciding on the annual accounts for the year ending 31 December 2023. He would not be remunerated for these duties, but would be entitled to reasonable reimbursement of his professional expenses.

Agreements referred to in Articles L.225-38 et seq. of the Commercial Code and R.322-7 of the Insurance Code

In accordance with the provisions of Article L225-37-4 - 2^e, of the French Commercial Code, we would like to inform you that during the past financial year, no agreements were concluded, directly or through intermediaries, between, on the one hand, the Company and its subsidiaries, one of the corporate officers or one of the shareholders holding more than 10% of the voting rights in AEL SE, and, on the other hand, another company in which AEL SE directly or indirectly holds more than half of the capital, with the exception of agreements relating to current transactions and concluded under normal conditions.

Summary table of currently valid delegations granted by the General Meeting to the Board of Directors (Articles L.225-129-1 and L.225-129-2 of the French Commercial Code)

None

Method of exercising general management

The Board of Directors of AEL SE agreed in 2019 that the functions of Managing Director will be separated from those of Chairman of the Board of Directors.

This choice of governance method was applied throughout the 2020 financial year.

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

STATUTORY AUDITOR'S REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS

For the year ended 31 December 2020

This is a translation into English of the Statutory Auditor's report on the financial statements of the Company issued in French and it is provided solely for the convenience of English speaking users. This statutory auditor's report includes information required by European regulation and French law, such as information about the appointment of the statutory auditors or verification of the management report and other documents provided to shareholders. This report should be read in conjunction with, and construed in accordance with, French law and professional auditing standards applicable in France.

To the Shareholders,
CHUBB LIFE EUROPE SE (EX- ACE EUROPE LIFE SE)
Tour Carpe Diem
Esplanade Nord
31 Place Des Corolles
92400 COURBEVOIE

Opinion

In compliance with the engagement entrusted to us by your Shareholders' Meeting, we have audited the accompanying annual financial statements of CHUBB LIFE EUROPE SE (EX- ACE EUROPE LIFE SE) for the year ended 31 December 2020.

In our opinion, the annual financial statements give a true and fair view of the assets and liabilities and of the financial position of the Company as at 31 December 2020, and of the results of its operations for the year then ended in accordance with French rules and accounting principles.

The audit opinion expressed above is consistent with our report to the Audit Committee.

Basis for Opinion

Audit Framework

We conducted our audit in accordance with professional standards applicable in France. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Our responsibilities under those standards are further described in the *Statutory Auditors' Responsibilities for the Audit of the Annual Financial Statements* section of our report.

Independence

We conducted our audit engagement in compliance with independence requirements of the French Commercial Code (code de commerce) and the French Code of Ethics (code de déontologie) for statutory auditors, for the period from 1 January 2020 to the date of our report and specifically we did not provide any prohibited non-audit services referred to in Article 5 (1) of Regulation (EU) No. 537/2014.

Emphasis of Matter

Without modifying our opinion, we draw attention to note "B8 – Shareholder Equity" relating to the correction of errors having an impact on the net equity and profit of your Company.

Justification of Assessments – Key Audit Matters

Due to the global crisis related to the Covid-19 pandemic, the financial statements of this period have been prepared and audited under specific conditions. Indeed, this crisis and the exceptional measures taken in the context of the state of sanitary emergency have had numerous consequences for companies, particularly on their operations and their financing, and have led to greater uncertainties on their future prospects. Those measures, such as travel restrictions and remote working, have also had an impact on the companies' internal organization and the performance of the audits.

It is in this complex and evolving context that, in accordance with the requirements of Articles L.823-9 and R.823-7 of the French Commercial Code (code de commerce) relating to the justification of our assessments, we inform you of the key audit matters relating to risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in our audit of the annual financial statements of the current period, as well as how we addressed those risks.

These matters were addressed in the context of our audit of the annual financial statements as a whole, approved under the conditions previously set out, and in forming our opinion thereon. We do not provide a separate opinion on specific items of the annual financial statements.

<i>Valuation of the claims reserves</i>	
Risk identified	Our response
As indicated in Note B13 of the notes to the financial statements, the mathematical provisions set up by CHUBB LIFE EUROPE (ex- ACE EUROPE LIFE SE) to cover the risks linked to life insurance, protection and disability contracts represent 140,1 M€ at 31 December 2020, representing 93% of the total technical provisions gross of reinsurance. These provisions result from a prospective head-by-head calculation over the life of these contracts, and rely on sensitive assumptions, notably: • The probability of a covered event occurring (death, disability, significant illness) • The mortality tables used • The disability maintenance tables used • The unit cost of management expenses and the inflation rate applied to these costs • The discount rate The important degree of judgment involved in the choice of assumptions used by management to estimate these provisions leads us to consider the valuation as a key audit matter.	With the help of our actuaries, we have implemented the following procedures: - Assessed the appropriateness of the methodology used and its compliance with the terms of the underlying contracts, with the regulations in force and with market best practice; - Gained an understanding of the results of controls put in place by management to verify the accuracy of the data used to calculate the amount of the provision; - Assessed the mortality assumptions used, the probability of becoming or remaining disabled or severely ill, the discount rate used and the conformity of these assumptions with applicable regulations; - Assessed the appropriateness of the level of claim management costs by type of contract and the inflation assumptions applied to these costs with respect to the overall level of expenses and market information; - Verified the correct application of these assumptions in the calculation of the provision, and assessed the coherence of the results; - Reviewed the appropriateness of the information disclosed in the notes to the financial statements.

Specific verifications

We have also performed, in accordance with professional standards applicable in France, the specific verifications required by laws and regulations.

Information given in the management report and in the other documents on the financial situation and the annual financial statements addressed to the shareholders

We have no matters to report as to the fair presentation and the consistency with the annual financial statements of the information given in the management report of the Board of Directors and in the other documents on the financial situation and the annual financial statements addressed to the shareholders with the exception of the following point.

With respect to the fair presentation and the consistency with the annual financial statements of the information related to payment delays mentioned by article D.441-4 of the French Commercial Code (code de commerce), we have the following observation:

As indicated in the management report, this information does not include insurance and reinsurance operations, your Company considering that they are not in the scope of information to be produced, in line with the memorandum of the French Insurance Federation issued on 29 May 2017.

Report on corporate governance

We attest that the Board of Directors' report on corporate governance sets out the information required by article L.225-37-4 of the French Commercial Code (code de commerce).

Other information

In accordance with French law, we have verified that the various information required has been properly disclosed in the management report.

Report on Other Legal and Regulatory Requirements

Appointment of Statutory Auditors

We were appointed as statutory auditors of CHUBB LIFE EUROPE SE (EX- ACE EUROPE LIFE SE) by your Shareholders' Meeting held on 27 November 2018.

As at 31 December 2020, PricewaterhouseCoopers Audit was in the second year of its uninterrupted engagement.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Annual Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the annual financial statements in accordance with French rules and accounting principles and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of annual financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the annual financial statements, management is responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless it is expected to liquidate the Company or to cease operations.

The Audit Committee is responsible for monitoring the financial reporting process and the effectiveness of internal control and risk management systems and where applicable, its internal audit, regarding the accounting and financial reporting procedures.

The annual financial statements were approved by the Board of Directors.

Statutory Auditors' Responsibilities for the Audit of the Annual Financial Statements

Objective and audit approach

Our role is to issue a report on the annual financial statements. Our objective is to obtain reasonable assurance about whether the annual financial statements as a whole are free from material misstatement. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with professional standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these annual financial statements.

As specified in Article L.823-10-1 of the French Commercial Code (code de commerce), our statutory audit does not include assurance on the viability of the Company or the quality of management of the affairs of the Company.

As part of an audit conducted in accordance with professional standards applicable in France, the statutory auditor exercises professional judgment throughout the audit and furthermore:

- Identifies and assesses the risks of material misstatement of the annual financial statements, whether due to fraud or error, designs and performs audit procedures responsive to those risks, and obtains audit evidence considered to be sufficient and appropriate to provide a basis for his opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtains an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the internal control.
- Evaluates the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management in the annual financial statements.
- Assesses the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. This assessment is based on the audit evidence obtained up to the date of his audit report. However, future events or conditions may cause the Company to cease to continue as a going concern. If the statutory auditor concludes that a material uncertainty exists, there is a requirement to draw attention in the audit report to the related disclosures in the annual financial statements or, if such disclosures are not provided or inadequate, to modify the opinion expressed therein.
- Evaluates the overall presentation of the annual financial statements and assesses whether the annual financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

Report to the Audit Committee

We submit a report to the Audit Committee which includes in particular a description of the scope of the audit and the audit program implemented, as well as the results of our audit. We also report, if any, significant deficiencies in internal control regarding the accounting and financial reporting procedures that we have identified.

Our report to the Audit Committee includes the risks of material misstatements that, in our professional judgement, were of most significance in the audit of the annual financial statements of the current period and which are therefore key audit matters that we are required to describe in this report.

We also provide the Audit Committee with the declaration provided for in Article 6 of Regulation (EU) No. 537-2014, confirming our independence within the meaning of the rules applicable in France such as they are set in particular by Articles L.822-10 to L.822-14 of the French Commercial Code (code de commerce) and in the French Code of Ethics (code de déontologie) for statutory auditors. Where appropriate, we discuss with the Audit Committee the risks that may reasonably be thought to bear on our independence, and the related safeguards.

In accordance with the law, we inform you that we have not been able to issue this report within the legal deadlines, given the late receipt of certain documents.

Neuilly-sur-Seine, 25 June 2021

The Statutory Auditor
PricewaterhouseCoopers Audit

Bénédicte Vignon

BALANCE SHEET

31 December 2020

ASSETS (K€)	2020	2019
1. Uncalled subscribed capital or head office liaison account	0	0
2. Intangible Assets	0	0
3. Investments :	67 272	64 948
3a. Land and buildings	0	0
3b. Investments in affiliated undertakings and undertakings linked by virtue of participating interests	0	0
3c. Other investments	67 272	64 948
3d. Receivables for cash deposited with ceding companies	0	0
4. Investments representing technical provisions relating to unit-linked contracts	0	0
5. Share of assignees and retrocessionaires in technical provisions :	135 209	134 046
5a. Unearned premium reserves (non-life)	0	0
5b. Life insurance reserves	127 575	127 723
5c. Reserves for claims payable (life)	7 606	6 286
5d. Reserves for claims payable (non-life)	0	0
5e. Provisions for profit sharing and rebates (life)	0	0
5f. Provisions for bonuses and rebates (non-life)	0	0
5g. Equalization provisions	0	0
5h. Other technical provisions (life)	28	37
5i. Other technical provisions (non-life)	0	0
5j. Technical provisions for unit linked contracts	0	0
6. Receivables	9 304	9 981
6a. Receivables arising from direct insurance operations and substitute underwritings	2 552	2 201
6aa. Premiums still to be issued	-2 478	1 525
6ab. Other receivables arising from direct insurance operations and substitute underwriting	5 030	676
6b. Receivables arising from reinsurance operations and substitutional cessions	6 197	6 606
6c. Other receivables	555	1 174
6ca. Staff	0	0
6cb. State, social organisations, public authorities	555	483
6cc. Miscellaneous debtors	0	691
6d. Unpaid called-up capital	0	0
7. Other assets	6 497	10 149
7a. Property, plant and equipment	0	0
7b. Current accounts and cash	6 497	10 149
7c. Own shares or certificates	0	0
8. Accruals and deferred income Assets	933	891
8a. Accrued interest and rentals	882	870
8b. Deferred sales charges (Life and non-life)	0	0
8c. Other prepayments and accrued income	51	22
TOTAL ASSETS	219 215	220 015

BALANCE SHEET

31 December 2020

LIABILITIES (K€)	2020	2019
1. Shareholders' equity	52 951	58 855
1a. Share capital or fund of establishment and supplementary share capital or head office liaison account	6 128	6 128
1b. Premiums related to share capital	0	0
1c. Revaluation reserves	0	0
1d. Other reserves	47 320	51 809
1e. Carry forward	0	0
1f. Profit for the year	-497	918
2. Overbordered liabilities	0	0
3. Gross technical provisions	150 003	148 733
3a. Unearned premium reserves (non-life)	0	0
3b. Life insurance reserves	140 139	139 492
3c. Reserves for claims payable (life)	9 815	9 199
3d. Reserves for claims payable (non-life)	0	0
3e. Provisions for profit sharing and rebates (life)	0	0
3f. Provisions for profit-sharing and rebates (non-life)	0	0
3g. Equalization reserve	0	0
3h. Other technical provisions (life)	49	42
3i. Other technical provisions (non-life)	0	0
4. Technical provisions for unit-linked contracts	0	0
5. Provisions (other than technical)	2 484	2 931
6. Liabilities for cash deposits received from assignees	132	89
7. Other liabilities :	13 024	8 820
7a. Debts arising from direct insurance operations and substitute investments	1011	967
7b. Debts arising from reinsurance operations and substitution assignments	8258	7 375
7c. Bonds (including convertible bonds)	0	0
7d. Amounts owed to credit institutions	0	478
7e. Other liabilities :	3756	0
7ea. Debt securities	0	0
7eb. Other loans, deposits and guarantees received	0	0
7ec. Staff	0	0
7ed. State, social organisations and public authorities	0	0
7ee. Miscellaneous creditors or creditors	3756	0
8. Accruals and deferred income Liabilities	620	587
TOTAL LIABILITIES	219 215	220 015

PROFIT AND LOSS ACCOUNT

31 December 2020

Life insurance technical account (K€)	2020			2019
	Gross	Cessions and retrocessions	Net	Net
1. Premiums	30 840	28 565	2 275	2 529
2. Allocated investment income from non-technical accounts	2 036	0	2 036	8 469
2a. Investment income	2 028	0	2 028	2 028
2b. Other investment income	9	0	9	4
2c. Profits from the realization of investments	0	0	0	6 437
3. ACAV adjustment (gains)	0	0	0	0
4. Other technical products	0	0	0	0
5. Cost of claims :	-18 448	-17 540	-909	-552
5a. Benefits and expenses paid	-16 570	-15 461	-1 108	-953
5b. Expenses of claims reserves payable	-1 879	-2 078	200	401
6. Charges to life insurance and other technical provisions	-5 687	-3 557	-2 131	-1 453
6a. Life insurance reserves	-5 681	-3 566	-2 115	-1 451
6b. Provisions on unit-linked contracts	0	0	0	0
6c. Other technical provisions	-6	10	-16	-2
7. Share of profit-sharing	0	0	0	0
8. Acquisition and administrative expenses	-9 504	-6 802	-2 702	93
8a. Acquisition costs	-6 048	0	-6 048	-6 364
8b. Administration fees	-3 455	0	-3 455	-753
8c. Commissions received from reinsurers and substitute guarantors	0	-6 802	6 802	7 210
9. Investment expenses	-719	0	-719	-7 206
9a. Internal and external investment management fees and interest	-719	0	-719	-665
9b. Other investment charges	0	0	0	-3
9c. Losses from the realization of investments	0	0	0	-6 537
10. ACAV adjustment (impairment)	0	0	0	
11. Other technical expenses	0	0	0	
12. Investment income transferred to the non-technical account	-929	0	-929	-938
LIFE INSURANCE UNDERWRITING RESULT	-2 411	667	-3 078	968

PROFIT AND LOSS ACCOUNT

31 December 2020

Non-technical account (K€)	2020	2019
1. Non-life insurance underwriting result	0	0
2. Life insurance underwriting result	-3 078	942
3. Proceeds from investments :	0	0
3a. Income from investments	0	0
3b. Other investment income	0	0
3c. Gains from the realization of investments	0	0
4. Allocated investment income from the life technical account	929	938
5. Investment expenses :	0	0
5a. Internal and external investment management and financial expenses	0	0
5b. Other investment expenses	0	0
5c. Losses from the realization of investments	0	0
6. Investment return transferred to the non-life technical account	0	0
7. Other non-technical products	0	1 718
8. Other non-technical expenses	-4 088	-1 399
8a. Social charges	0	0
8b. Other non-technical expenses	-4 088	-1 399
9. Exceptional result	5 446	0
9a. Extraordinary income	0	0
9b. Extraordinary expenses	0	0
9c. Error Correction	5 446	0
10. Employee profit-sharing	0	0
11. Income Taxes	293	-1 282
PROFIT FOR THE YEAR	-497	918

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

31 December 2020

1 - Accounting principles and methods

1.1 - Accounting principles

The annual accounts are prepared and presented in accordance with the following provisions:

- Articles L.123-12 to L.123-22 of the Commercial Code, applicable to insurance companies pursuant to Article L.341.2 of the Insurance Code, to the provisions of the Insurance Code.
- The Insurance Code amended by Decree No 2015-513 of 7 May 2015 implementing Ordinance No 2015-378 of 2 April 2015 transposing Directive 2009/138/EC of the European Parliament and of the Council on the taking up and pursuit of insurance and reinsurance activities (solvency II).
- NCA Regulation No. 2015-11 of 26 November 2015 on the annual accounts of insurance undertakings and transactions of a specific nature.
- NCA Regulation No. 2014-03 of 5 June 2014 on the general chart of accounts, amended by Regulation 2015-06 of 23 November 2015 on assets and notes, in the absence of specific provisions provided for in NCA Regulation No. 2015-11 of 26 November 2015.

1.2 - Derogation from accounting Principles and change in Balance Sheet presentation

1.3 - Description of accounting policies

1.3.1 Life insurance operations

1.3.1.1 PREMIUMS

Premiums correspond to premiums written, net of cancellations and rebates, and premiums to be issued for the portion earned during the financial year.

1.3.1.2 Provisions for unearned premiums and provisions for outstanding risks (Articles 143-4, 143-5, 143-6 and 143-7 of Regulation 2015-11 ANC, R 343-7 2° and R 343-7 3° of the Insurance Code)

The provision for unearned premiums corresponds to the portion of premiums relating to risk coverage for the following year or years. A provision for outstanding risks is established when the estimated amount of claims (including administrative expenses and acquisition expenses attributable to the financial year) likely to occur after the end of the financial year and relating to contracts concluded before that date exceeds the provision for unearned premiums.

1.3.1.3 Mathematical reserves for life insurance (Articles 142-2, 142-3 and 143-4 of Regulation 2015-11 ANC, A 343-1 1° and R 343-3 of the Insurance Code)

Policy liabilities represent the difference between the present value of the commitments made by the insurer and those made by the insured. On the insurer's side, it is the present value of the guaranteed capital taking into account the probability of payment of this capital increased by the present value of the management fees. On the insured's side, it is the commitment at the present value of the remaining premiums to be paid.

The mathematical provisions are calculated on the basis of the contracts outstanding at the balance sheet date.

The mortality tables are those provided for in the appendix to Article A132-18 of the French Insurance Code, i.e. tables TF 00-02 and TH 00-02 or by using tables considered adequate locally certified by an external expert actuary.

The technical rates used to discount the commitments are in line with the rates recommended by the ANC.

1.3.1.4 Reserves for claims payable (Articles 143-9, 143-10, 143-11 and 143-16 of Regulation 2015-11 ANC and R 343-7 4° of the Insurance Code)

Claims are recognised in the year in which they occur and on the basis of an estimate of claims incurred but not yet reported.

- **Claims provisions:**

These are provisions corresponding to the estimated value of capital expenditure and both internal and external costs required to settle all claims incurred and not yet paid, including annuity capital. They are estimated in a sufficiently conservative manner to cope with adverse developments.

They include case-by-case provisions, provisions for unknown claims, provisions for recoveries and provisions for management expenses.

Provisions for claims includes:

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

31 December 2020

- **provisions for known claims**

Known claims files are evaluated on a file-by-file basis at the estimated actual cost, including both the principal and accessory amounts. Assessments are revised periodically, based on new information in the file.

- **provisions for unknown claims**

They are ultimately estimated using statistical methods such as development triangles.

- **provision for claims handling expenses**

It is intended to cover the costs that will be incurred in future years for the management of claims that have occurred and are not closed to the inventory in question. Claims handling expenses for each market segment are reported under the "claims" expense for the year in question, this ratio determining the management expense rate to be applied to the provisions for claims to be paid.

1.3.1.5 Acquisition costs (Article 151-1 of Regulation 2015-11 ANC and L 113-15-2 of the Insurance Code)

Deferred acquisition costs recorded on the assets side of the balance sheet correspond to the portion of acquisition costs not chargeable to the financial year that is recognised as an expense in the financial year, taking into account the remaining term of the contracts and a maximum of five financial years. They are determined by applying, to the amount of unearned premiums, the ratio between acquisition costs, recognized as expenses and written premiums net of cancellations and provisions for cancellations.

The base for unearned premiums takes into account the probability of termination referred to in Article L 113-15-2 of the Insurance Code.

1.3.1.5 Equalisation provisions (Articles 143-19 and 143-20 of Regulation ANC 2015-11 and R 343-7 6° of the Insurance Code)

This provision is intended to cover exceptional expenses relating to certain cyclical or random risks (weather events and terrorist attacks). The calculation conditions are set by Article 2 of Law 74-1114 as well as Decrees 75-768 and 86-741 and Article 39 G of the General Tax Code.

It is assigned in the order of seniority to compensate for underwriting losses.

Annual allocations that are not absorbed by subsequent net technical losses are reintegrated into taxable income in the eleventh year following the financial year in which the allocation is made.

1.3.2 Reinsurance operations

1.3.2.1 Acceptances (Article R 343-8 of the Insurance Code)

Accepted reinsurance is recorded on a treaty basis on the basis of information provided by ceding companies or estimated. Technical provisions correspond to the amounts reported by ceding companies plus any additions based on market trends or experience.

1.3.2.2 Transfers (Articles 145-1 and 2 of the ANC 2015-11 regulations)

Reinsurance ceded are accounted for in accordance with the terms of the various treaties.

1.3.2.3 Securities pledged as collateral by reinsurers

Securities pledged by reinsurers are recorded off-balance sheet and valued at the stock market price on the closing date.

1.3.3 Investments

1.3.3.1 Entry costs and rules for the valuation of realisable values at the end of the financial year

1.3.3.1.1 Fixed income securities

Bonds and other fixed-income securities are recorded at their acquisition price, net of accrued income at the time of purchase. The difference between the latter and the redemption value is recorded in the income statement over the remaining period until the redemption date, in accordance with Articles 121-1 and 121-2 of ANC Regulation No 2015-11.

At the end of the financial year, the estimated realizable value of fixed-income securities corresponds to their quoted value on the last trading day of the financial year or their market value.

1.3.3.1.2 Shares and other variable-income securities

Shares and other variable-income securities are recorded at their purchase price, excluding accrued income.

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

31 December 2020

Unlisted securities include shares of affiliated companies or companies with which there is a shareholding relationship in accordance with Articles 330-1 and 330-2 of Regulation 2015-11, which define affiliated companies and shareholding relationships. Other shares are classified with other unlisted investments.

Their realizable value at the end of the financial year is determined in accordance with the rules defined by Article R 343-11 of the French Insurance Code and corresponds to:

- for listed securities and securities of any kind, at the last quoted price on the inventory date;
- for unlisted securities, at their market value; which corresponds to the price that would be obtained under normal market conditions and according to their usefulness for the company;
- for shares of open-ended investment companies and units of mutual funds, at the last redemption price published on the day of the inventory.

1.3.3.2 Impairment losses

1.3.3.2.1 Fixed income securities

- Bond securities covered by Article R 343-9 of the French Insurance Code

These obligations may be subject to impairment for proven credit risk in accordance with Articles 123-1 to 123-3 of Regulation 2015-11.

- Bond securities covered by Article R 343-9 of the French Insurance Code

Their depreciation follows the rules of listed or unlisted investments.

With regard to R 343-10 bonds, the appropriateness of setting up a provision can be assessed by comparing it with the principles applicable to obligations in Article R 343-9, i. e. with the notion of proven credit risk in accordance with Article 123-7 of Regulation 2015-11.

1.3.3.2.2 Real estate investments, variable-yield securities and other investments, other than those representing technical provisions relating to unit-linked policies

In principle, an impairment loss is recognised on a line-by-line basis if it is of a lasting nature.

1.3.3.2.2.1 Unlisted financial investments

This includes investments in affiliated companies and companies with which there is a shareholding relationship.

They are subject to a line-by-line valuation that takes into account the company's net worth and outlook. If necessary, an impairment loss is recognised.

1.3.3.2.2.2 Listed financial investments

A provision for permanent impairment is recorded on a line-by-line basis if the value in use or the yield value shows a significant discount. The methods for calculating the provision for permanent impairment have been specified in the ANC 2015-11 regulation in Articles 123-6 et seq.

The long-term nature of the unrealised loss is assumed in the following cases:

- there was already a provision for impairment on this investment line at the previous closing date;
- in the case of a non-real estate investment, the investment has been consistently in a situation of significant unrealised loss compared to its carrying amount over the 6 consecutive months preceding the closing of the accounts;
- there are objective indications that, for the foreseeable future, the company will not be able to recover all or part of the historical value of the investment.

The significant impairment criterion can generally be defined, for French equities, according to the volatility observed, i.e. 20% of the book value when the markets are not very volatile, this criterion being increased to 30% when the markets are volatile. It also applies, with some exceptions, to European equities. For other securities, this criterion is adapted to the characteristics of the investments concerned, in particular as regards UCITS and non-European securities.

Beyond this presumption of impairment, securities with a significant unrealized loss were subject to a special review. In the event of an intrinsic depreciation in value and not linked to the general decline in the financial markets or the economic sector, a provision is recorded on the basis of the inventory value, where applicable.

The inventory value of investments is determined by taking into account the company's intention and ability to hold the

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

31 December 2020

investments for a specified holding period. A provision is recorded for securities:

- on the basis of the market value at the end of the financial year, if the company does not have the capacity or intention to hold the investment on a long-term basis;
- on the basis of an recoverable amount at the envisaged holding period.

The company did not use an estimate of recoverable amounts to determine the carrying amount of investments. Consequently, any securities deemed impaired are subject to a provision for impairment based on the market value at the end of the financial year.

1.3.3.2.2.3 Provisions for liabilities related to technical commitments

The provision for liability risk intended to cover commitments in the event of overall capital losses on the assets mentioned in Article R 343-10 of the Insurance Code is defined in Article R 343-7 7° of the same code. The procedures for setting up the provision for payment risk are specified in Article R 343-5 of the French Insurance Code. The terms and conditions for spreading the charge constituted by the allocation of the provision for liability risk are specified in Article R 343-6 of the French Insurance Code.

1.3.3.3 Investment income (Article 337-7 of Regulation 2015-11)

Investment income includes income from financial investments. Other investment income includes reversals of impairment losses on financial assets (unlisted securities and financial receivables in particular) and income from repayment differences.

1.3.3.4 Investment expenses (Chart of accounts Article 322-1 of the 2015-11 by-law)

Financial management fees include the costs per internal and external destination corresponding to the cost of managing the financial service.

Other investment expenses relate to charges to provisions for financial assets.

1.3.3.5 Income from the sale of investment assets

Gains or losses on sales of securities are recorded in the income statement in the year of sale.

For the determination of capital gains or losses on the sale of securities, the FIFO method is applied.

1.3.3.6 Allocated investment income

The result of investment management is shown in the life underwriting result statement. In accordance with the Insurance Code, a fraction of this income is transferred to the non-technical profit and loss account..

1.3.3.7 Presentation of the financial result

In general, expenses and income have been classified in financial income and expenses as follows:

- directly related to investments (class 2);
- indirectly related to investments (income related to the remuneration of subsidiaries' current accounts);
- impairment of subsidiaries.

Gains and losses related to other fixed assets are recorded in non-technical income.

1.3.4 Capitalisation Reserve

The capitalisation reserve is "intended to cover the depreciation of values included in the assets of the company and the reduction in their income". It is adjusted for capital gains and losses realised on the amortisable securities referred to in Article R.343-9, with the exception of variable-rate bonds and adjustable-rate bonds.

Decree 2015-513 of 7 May 2015 abolishes the so-called "capitalisation reserve" mechanism for companies not engaged in life insurance operations, reinsurance companies, and mixed companies with predominantly non-life activities that do not meet the defined threshold.

The amount of these payments or levies is calculated, according to the terms and conditions specified by order of 30/12/2010 of the Minister in charge of the economy, based on the sale price of the securities and the potential tax impact of the sale. As movements to the capitalisation reserve are excluded from taxable income, amendments to Articles R.343-14 and A.343-3 of the Insurance Code have been approved to establish the neutrality of bond sales for accounting income.

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

31 December 2020

As a result, the tax effect, calculated at an average tax rate including additional taxes, is recognised in the insurer's non-technical income statement against the capitalisation reserve.

For 2019, an allocation of €4,991,187.63 before the theoretical effect of corporate income tax has been recorded, bringing the stock of this reserve to the same amount, this reserve being allocated for the first time at the close of the 2019 financial year.

1.3.5 Intangible assets

The intangible assets mentioned in the balance sheet correspond to software recorded at acquisition or cost price. Software is amortized over its useful life.

1.3.6 Tangible assets

They are valued at their acquisition price less accumulated depreciation.

They are mainly composed of the following items:

- Fixtures, fittings and installations,
- Office equipment and furniture.

Depreciation is calculated on a straight-line basis as follows:

Asset category	Depreciation period
Fixtures, fittings and installations	10 Years
Motor vehicles	4 Years
Office equipment	5 Years
Other equipment	up to 5 Years

1.3.7 Receivables and loans

Receivables are recorded at their nominal value.

A provision for impairment is recorded in the event of a risk of default by the counterparty.

1.3.8 General expenses and commissions

Overheads and commissions, which are first entered in the accounts according to their nature, are then broken down according to their purpose, using the following approach:

- direct allocation, without application of any flat-rate key, for expenses that can be directly allocated by destination,
- use of allocation keys based on objective, appropriate and verifiable quantitative criteria for loads with several destinations and for those that are not directly assignable.

Overheads and commissions are thus allocated to the following destinations:

- claims settlement expenses,
- contract acquisition costs,
- contract administration fee
- costs allocated to the financial management of the contracts,
- other technical expenses.

1.3.9 Taxation

The tax recorded in the income statement for the year corresponds to the tax payable for the year in accordance with the tax rules in force.

1.3.10 Transactions in foreign currencies

These transactions are recorded in foreign currencies.

At the balance sheet date, balance sheet and income statement items denominated in foreign currencies are translated at the exchange rate prevailing on the balance sheet date. In accordance with Articles 241-5 and 241-6 of ANC Regulation 2015-11, foreign exchange differences are recorded :

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

31 December 2020

- on the balance sheet in the case of translation differences on structural positions (mainly strategic equity securities, foreign exchange allocations to branches)
- in foreign exchange gains and losses in the case of foreign exchange differences on operational foreign exchange positions

1.3.11 Reserves for liabilities and charges

Litigation.

Provisions are made for disputes that the company may face, based on management's assessment of the risk.

In particular, this rule has been applied in disputes with administrations in different European jurisdictions.

1.3.12 Accruals and deferred income Assets and liabilities

Prepayments and accrued income and prepaid expenses consist mainly of the premium/discount on bonds and miscellaneous transactions.

1.4.1 Off-balance sheet commitments of forward financial instrument transactions

Legislation applicable to forward financial instruments:

Articles 260-1 of Regulation 2015-11 and CRC Regulation 2002-09 on the rules for the accounting of financial instruments by companies.

Accounting principles and methods:

Currency forward financial instruments are recorded in off-balance sheet accounting by offsetting off-balance sheet foreign exchange position accounts and are then settled when the strategy is terminated or unwound.

Margin calls are recorded in a specific yield strategy account in accrual accounts and interest on these calls is recorded as investment income. Losses are recorded as realized foreign exchange differences in investment income.

1.4.2 Events after the end of the financial year

None.

1.4.3 Remuneration of members of the management team

The confidentiality of executive compensation does not make it possible to indicate the compensation allocated to members of the company's administrative and management bodies.

CHUBB LIFE EUROPE SE
Balance Sheet Appendices
31 December 2020

BALANCE SHEET NOTES

B1 : Movements - Intangible assets

	Gross value 01/01/2020	Inputs	Outputs	Transfers	Gross value 31/12/2020
Right to lease	0				0
Others	0				0
Software	0				0
Total	0	0	0	0	0

	Depreciation and amortization 01/01/2020	Depreciation, amortization and impairment	Reversal of depreciation and impairment losses	Transfers	Depreciation and amortization 31/12/2020
Right to lease	0				0
Others	0				0
Software	0				0
Total	0	0	0	0	0
Net Value	0	0	0	0	0

B2 : Operating tangible assets

	Gross value 01/01/2020	Inputs	Outputs	Transfers	Gross value 31/12/2020
Arrangements	0				0
Transport equipment	0				0
Office and computer equipment	0				0
Furniture	0				0
Other tangible fixed assets non-depreciable	0				0
Assets under construction	0				0
Deposits and guarantees	0				0
Total	0	0	0	0	0

	Amortization 01/01/2020	Endowment to Amortizations	Takeover depreciation	Transfers	Amortization 31/12/2020
Arrangements	0				0
Transport equipment	0				0
Office and computer equipment	0				0
Furniture	0				0
Total	0	0	0	0	0
Net Value	0	0	0	0	0

CHUBB LIFE EUROPE SE
Balance Sheet Appendices
31 December 2020

B3 : Change in investment

	Gross value 01/01/2020	Entries	Exit	Exchange rate variation	Gross value 31/12/2020
Land and buildings					
Technical Mali					
Investments in affiliated companies and companies with which there is an equity relationship					
Other investments	64 948 118	7 040 563	-12 479	-4 704 019	67 272 183
Cash receivables deposited with ceding companies					
Total	64 948 117	7 040 563	-12 479	-4 704 019	67 272 183

	Depreciation and amortization 01/01/2020	Depreciation, amortization and impairment	Reversal of depreciation and impairment	Exchange rate variation	Depreciation and amortisation 31/12/2020
Land and buildings					
Investments in affiliated companies and companies with which there is an equity relationship					
Other investments	564 468	34 773			599 242
Cash receivables deposited with ceding companies					
Total	564 468	34 773			599 242
Net value	65 512 585	7 075 337	-12 479	-4 704 019	66 672 941

CHUBB LIFE EUROPE SE
Balance Sheet Appendices
31 December 2020

B4 : Summary statement of investments and forward instruments (In thousands of Euros)

au 31/12/2020

I -Investment and forward instruments (details of items 3 and 4 of assets and forward instruments)	Gross value	Net book value	Realizable value
1. Real estate investments and real estate investments in process			
Forward instruments investment or divestment strategies			
Forward instruments yield strategy			
2. Shares and variable-income securities other than UCITS units			
Forward instruments investment or divestment strategies			
Forward instruments yield strategy			
3. UCITS units (other than those referred to in 4)			
Forward instruments investment or divestment strategies			
Forward instruments yield strategy			
4. Units of UCITS holding exclusively fixed-income securities			
Forward instruments investment or divestment strategies			
Forward instruments yield strategy			
5. Bonds and other fixed-income securities	67 272	66 673	78 392
Forward instruments investment or divestment strategies			
Forward instruments yield strategy			
6. Mortgage loans			
Forward instruments investment or divestment strategies			
Forward instruments yield strategy			
7. Other loans and similar instruments			
Forward instruments investment or divestment strategies			
Forward instruments yield strategy			
8. Deposits with ceding companies			
Forward instruments investment or divestment strategies			
Forward instruments yield strategy			
9. Deposits (other than those referred to in 8), cash guarantees and other investments			
Forward instruments investment or divestment strategies			
Forward instruments yield strategy			
10. Assets representing unit-linked contracts			
Forward instruments investment or divestment strategies			
Forward instruments yield strategy			
11. Other forward instruments			
Forward instruments investment or divestment strategies			
Forward instruments investment expectations			
Forward instruments yield strategy			
Forward instruments other transactions			
12. Total of lines 1 to 11	67 272	66 673	78 392
Of which total Forward instruments			
Of which total listed investments	67 272	66 673	78 392
Of which total unlisted investments			

CHUBB LIFE EUROPE SE
Balance Sheet Appendices
31 December 2020

au 31/12/2020

B5 : Investments and forward instruments (details of items 3 and 4 of assets and forward financial instruments)

Gross Value Net Book value Realizable Value

a) of which

Investments valued in accordance with Article R 343-9 and related forward financial instruments	67 272	66 673	78 392
---	--------	--------	--------

of which discount not yet amortized

non-recoverable redemption premium		-599 242	
------------------------------------	--	----------	--

Investments valued in accordance with Article R 343-10 and related forward financial instruments			
--	--	--	--

of which discount not yet amortized

non-recoverable redemption premium			
------------------------------------	--	--	--

Investments valued in accordance with Article R 343-13 and related forward financial instruments			
--	--	--	--

b) of which

Values attributable to the representation of technical provisions other than those referred to below	67 272	66 673	78 392
--	--------	--------	--------

Assets backing liabilities to pension funds or covering managed investment funds			
--	--	--	--

Assets deposited with assignors (of which assets deposited with assignors whose company has acted as joint and several guarantor)			
---	--	--	--

Values allocated to special technical provisions for other business in France			
---	--	--	--

Other assignments or unassigned			
---------------------------------	--	--	--

c) of which

B6 : Statement of due dates of receivables

Receivables	Share less than one year old	Share from 1 to 5 years	Part to more 5 years old	Gross total	Impairment losses	Net values
Receivables arising from direct insurance operations	2 552			2 552		2 552
Receivables arising from reinsurance operations	6 197			6 197		6 197
Staff						
State, social agencies	555			555		555
Miscellaneous						
Total	9 304			9 304		9 304

B7 : Accrued income and prepaid expenses

	Gross value 01/01/2020	Inputs	Outputs	Transfers	Gross value 31/12/2020
Accrued interest and rentals	869 751	12 326			882 077
Deferred acquisition costs	5		-5		
Deferred Tax Assets					
Differences on redemption prices to be received	21 690	29 119			50 809
Total	891 446	41 445	-5		932 886

CHUBB LIFE EUROPE SE
Balance Sheet Appendices
31 December 2020

B8 : Shareholders' equity

	01/01/2020	Appropriation of income	Profit for the year	Other	Distributed reserves	31/12/2020
Capital	6 127 501					6 127 501
Premiums related to share capital						
Other reserves	51 809 424	917 726		-5 407 118		47 320 032
Facultative Reserves	47 923 952	917 726		-5 444 673		43 397 005
Statutory Reserves	612 750					612 750
Capitalisation Reservez	3 272 722					3 272 722
Guaranty Fund Reserves				37 555		37 555
Carry forward						
Profit for the year	917 726	-917 726	-496 950			-496 950
Total général	58 854 651		-496 950	-5 407 118		52 950 583

Shareholders' equity as published in the Financial Statment 2019

	01/01/2019	Appropriation of income	Increase	Decrease	31/12/2019
Capital	6 127 501				6 127 501
Premiums related to share capital	0				0
Other reserves	49 756 305		6 607 379		56 363 684
Effect of/difference from change in accounting policy	-4 554 260				-4 554 260
Carry forward	0				0
Profit for the year	2 511 637			-159 391	917 726
Total général	53 841 183	0	6 607 379	-1 593 911	58 854 651

Shareholders' equity Proforma 2019 corrected

	01/01/2019	Appropriation of income	Profit for the year	Other	Distributed reserves	31/12/2019
Capital	6 127 501					6 127 501
Premiums related to share capital	0					0
Other reserves	49 756 305	2 511 637		-1 350 708		50 917 234
Facultative Reserves	49 756 305	2 511 637		-5 236 180		47 031 762
Statutory Reserves				612 750		612 750
Capitalisation Reservez				3 272 722		3 272 722
Guaranty Fund Reserves						0
Effect of/difference from change in accounting policy	-4 554 260					-4 554 260
Carry forward	0					0
Profit for the year	2 511 637	-2 511 637	6 364 176			6 364 176
Total général	53 841 183	0	6 364 176	-1 350 708	0	58 854 651

Error Correction

Exchange rate changes (K€ 5.446,4)

In 2019, certain translation difference on the reserves of foreign branches denominated in foreign currencies were recorded as a counterpart to the "other reserves" item. As these are changes in foreign exchange rates relating to "operational" foreign exchange positions within the meaning of Article 241-5 of ANC Regulation 2015-11, these changes should have been recognised in profit or loss for the period. An error correction was therefore recorded in the exceptional result for the year 2020 in the amount of these variations, i.e. a gain of 5.446,4 thousand euros, by offsetting another movement in net equity. The tax effect corresponding to this error correction amounts to 312,2 K€.

K€	2020	2019 Proforma corrected	2019 as published in the Financial Statment 2019
Non-technical account			
7. Other non-technical products	0	7 164	1 718

B9 : Composition of the shareholder base

Companies	Titres	Values	Righgt of vote
Chubb Tempest Reinsurance Ltd	6 127 501	6 127 501	100,00 %
Total	6 127 501	6 127 501	100%

Nominal value of the share : 1 euro

CHUBB LIFE EUROPE SE
Balance Sheet Appendices
31 December 2020

B10 : Provisions

	01/01/20	Allocation for the year	Reversal of the year	31/12/20
Provisions for disputes	2 931 081		-447 013	2 484 068
Provisions for investment				
Provisions for IFC commitments				
Total	2 931 081		-447 013	2 484 068

B11 : Statement of debt maturities

Debt	Share at less than one year	Share from 1 to 5 years	Share at more than 5 years	Total
Liabilities arising from direct insurance operations	1 010 514			1 010 514
Debts arising from reinsurance transactions	2 060 787			2 060 787
Amounts owed to credit institutions				
Borrowings, deposits and guarantees				
Cash deposits received from assignees				
Participation Fund				
Staff				
State, social agencies				
Sundry creditors	3 756 382			3 756 382
Subsidiaries				
Deferred revenue				
Amortization of differences on repayment prices				
Total	6 827 682			6 827 682

B12 : Accruals and deferred income

	01/01/20	Additions	Releases	31/12/20
Amortization of redemption price differences	564 468	34 773		599 242
Suspense accounts and accounts to be regularised		21 152		21 152
Total	564 468	55 925		620 394

B13 : Analysis of non-life technical reserves

	2020			2019		
	Gross	Share of assigness and retrocessionaires	Net	Gross	Share of assigness and retrocessionaires	Net
Life insurance reserves	140 139 498	127 575 477	12 564 021	139 491 782	127 722 718	11 769 064
Reserves for claims payable	9 814 934	7 605 595	2 209 339	9 199 047	6 285 887	2 913 160
Provisions for profit sharing						
Appeal forecasts						
Equalization reserve						
Other technical provisions	48 600	27 899	20 701	42 023	36 896	5 127
Grand Total	150 003 032	135 208 972	14 794 061	148 732 852	134 045 501	14 687 351

Analyse des provisions techniques vie

	2020			2019		
	Brut	Cessions	Net	Brut	Cessions	Net
Provisions d'assurance vie						
Provisions pour sinistres à payer						
Provisions pour participations aux bénéfices						
Prévisions de recours						
Provision pour égalisation						
Autres provisions techniques						
Sous-total						
Provisions mathématiques des contrats en UC						
Total						

CHUBB LIFE EUROPE SE
Balance Sheet Appendices
31 December 2020

B14 : Subordinated liabilities.

There are no subordinated debt on the Company's balance sheet at the balance sheet date.

B15 : Transactions with affiliated companies and companies in which the company has a participating interest

Not Applicable

B16 : Foreign currency assets and liabilities

	Assets in foreign currencies	of which exchange rate difference	Liabilities in foreign currencies	of which exchange rate difference
Euro	80 035 389		80 035 389	
US Dollar				
Swiss Franc				
Pound Sterling	133 565 758		133 565 758	
Yen				
Other currencies	5 850 713		5 850 713	
Total	219 451 859		219 451 859	

B17 : Off-balance sheet commitments

K€	31/12/2020			31/12/2020		
	Affiliated companies	With shareholding link	Others	Affiliated companies	With shareholding link	Others
Commitments received excluding reinsurance						
Endorsements, guarantees and leasing	17 000			21 704		
End-of-career benefits fund						
Commitments given						
Endorsements, sureties and credit guarantees given						
Termination benefits - retirement						
Other liabilities on securities, assets or income						
Securities received as collateral from assignees and retrocessionaires	47 487			57 072		
Securities delivered by reinsured organizations with joint and several guarantees or with substitution						
Assets belonging to pension funds						
Other securities held on behalf of third parties						
Outstanding forward financial instruments						

INFORMATION ON THE INCOME STATEMENT**R2 : Investment income and expenses**

	In related companies			Others			Total		
	Financial income	Financial expenses	Total	Financial income	Financial expenses	Total	Financial income	Financial expenses	Total
Income from equity participations (Art. 20 décret du 29/11/83)									
Income from real estate investments									
Income from other investments				2036122,26	718825,15	1317297,11	2036122,26	718825,15	1317297,11
Other financial income (commissions, fees)									
Financial income : total poste III 3				2036122,26			2036122,26		2036122,26
Financial expenses : total poste III 5					718825,15	718825,15		718825,15	
Total Investment income and expenses				2036122,26	718825,15	1317297,11	2036122,26	718825,15	1317297,11

R3 : Amount of commissions

	2020	2019
Direct business commissions	5 880 028	6 225 349
Acceptance commissions	94 847	136 317
Total	5 974 874	6 361 666

R4 : Breakdown of gross premiums by geographical area

	2020	2019
France	618 835	630 604
EEC (outside France)	30 221 091	26 746 719
Outside the EEC	5 396 074	5 439 367
Total gross premiums	36 236 000	32 816 690

R5 : Analysis of personnel expenses

	2020	2019
Salaries	883 731	
Pension fund contributions	101 789	
Social security charges	179 490	
Others		
Total	1 165 010	

R6 : Staff

Average number of employees by category	2020	2019
Non-executives		
Executives	8	
Total	8	

R7 : Fees for certification of accounts and other services

	2020	2019
Statutory auditor	PWC	PWC
Certification of accounts	258 550	286 916
Other Services		
Total	258 550	286 916

Income Statement Appendices

31 December 2020

R8 : Analysis of non-technical income and expenses

Non-technical income	2020	2019
Gains on disposals of assets		
Reversals of impairment of current assets		
Withdrawal from IS capitalisation reserve		1 718 466
Reversals of provisions for disputes		
Recovery on tax audit and URSSAF		
Other		
Total		1 718 466

Non-technical expenses	2020	2019
Losses on disposals of assets		
Bank processing fees		
Impairment of current assets		
Allocation to the IS capitalisation reserve		
Provisions for disputes		
Other expenses	4 088 142	1 399 065
Tax audit and URSSAF		
Total	4 088 142	1 399 065

R9 : Analysis of exceptional income and expenses

Exceptional income	2020	2019
Reversal of investment provisions		
Other extraordinary income		
Total		

Exceptional expenses	2020	2019
Extraordinary depreciation RSI		
Other extraordinary expenses		
Total		

R10 : Analysis of the tax charges

	2020			2019		
	Related to the financial year	Over previous financial years	Total	Related to the financial year	Over previous financial years	Total
Related to Ordinary Transactions	605 671	-312 236	293 435	-1 282 000		-1 282 000
Related to exceptional income and expenses						
Total	605 671	-312 236	293 435	-1 282 000		-1 282 000

CHUBB LIFE EUROPE SE
Income Statement Appendices
31 December 2020

R11 : Life technical result by category

	Individual Term Life contracts (including open groups)	Other individual life insurance contracts with periodic premiums (including open groups)	Group insurance contracts in the event of death	Grand Total
	[cat. 3]	[cat. 5]	[cat. 6]	
Premiums	30 539 306	200 395	100 226	30 839 926
Cost of services	-17 700 753	-459 707	-287 913	-18 448 374
Charges to life insurance and other technical reserves	-5 929 709	305 183	-62 814	-5 687 340
ACAV adjustment				
A - Subscription balance	6 908 843	45 871	-250 502	6 704 212
Acquisition costs	6 028 062	1 219	18 959	6 048 241
Other net management expenses	3 394 600		60 852	3 455 452
B - Net acquisition and management expenses	9 422 662	1 219	79 811	9 503 692
Investment income	388 027			388 027
Profit sharing and technical interests				
C - Financial balance	388 027			388 027
Substitute Premiums				
Substitute guarantors' share of service expenses				
Substitute guarantors' share of life insurance and other technical provisions expenses				
Substitute guarantors' share in profit sharing				
Commissions received from substitute guarantors				
D - Surrogate balance				
Ceded premiums	28 439 920	115 818	8 827	28 564 565
Reinsurers' share of benefit expenses	16 952 351	1 502	585 774	17 539 626
Reinsurers' share of life insurance and other technical provisions charges	4 164 151	-138 507	-469 060	3 556 585
Reinsurers' share of profit sharing				
Commissions received from reinsurers	6 769 372	29 895	2 578	6 801 845
E - Reinsurance balance	-554 046	-222 929	110 465	-666 510
Technical Result [A - B + C + D + E]	-2 679 839	-178 277	-219 848	-3 077 963
Off Accounts				
Amount of redemptions				
Gross technical interest for the year				
Gross technical provisions at the end of the period				
Opening gross technical provisions				

OTHER INFORMATION

Chubb Limited, the ultimate parent of CLE, is the Swiss-incorporated holding company of the Chubb Group of Companies. Chubb Limited and its direct and indirect subsidiaries, collectively the Chubb Group of Companies ("Chubb") are a global insurance and reinsurance organization. At 31 December 2020, Chubb Limited held total assets of \$176.9 billion and shareholders' equity of \$55.3 billion. It is listed on the New York Stock Exchange (NYSE: CB) and is a component of the S&P 500 index. The company maintains executive offices in Zurich, New York, London and other locations, and employs more than 30,000 people worldwide.

CLE benefits from Chubb's strong platform, reputation, skill sets, financial strength ratings and consistent management philosophy. CLE operates in synergy with an affiliated Chubb non-life company, Chubb European Group SE, ("CEG"), by offering life products which complement CEG's Accident & Health portfolio.

The financial statements of CLE are included, by the full consolidation method, in the consolidated financial statements of CHUBB Limited (Bärengasse 32, CH-8001 Zurich, Switzerland).